Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 258 del 13 ottobre 1971

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 13 ottobre 1971 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 21 giugno 1971, n. **816.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione attinente alla legge uniforme sulla vendita internazionale di beni mobili e della convenzione attinente alla legge uniforme sulla formazione dei contratti di vendita internazionale di beni mobili, adottate a L'Aja il 1° luglio 1964.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 21 giugno 1971, n. **816.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione attinente alla legge uniforme sulla vendita internazionale di beni mobili e della convenzione attinente alla legge uniforme sulla formazione dei contratti di vendita internazionale di beni mobili, adottate a L'Aja il 1° luglio 1964.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione attinente alla legge uniforme sulla vendita internazionale di beni mobili e la convenzione attinente alla legge uniforme sulla formazione dei contratti di vendita internazionale di beni mobili, adottate a L'Aja il 1° luglio 1964.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla loro entrata in vigore, in conformità rispettivamente agli articoli X e VIII delle convenzioni stesse.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 giugno 1971

SARAGAT

COLOMBO — MORO

Visto, *il Guardasigilli*: COLOMBO

Convention portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir une loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

1. Chaque Etat contractant s'engage à introduire dans sa législation, selon sa procédure constitutionnelle, au plus tard à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, la Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (qui sera désormais désignée comme „la loi uniforme") formant l'Annexe à la présente Convention.

2. Chaque Etat contractant peut introduire la loi uniforme dans sa législation soit en texte authentique soit en traduction dans sa ou ses langues officielles.

3. Chaque Etat contractant communiquera au Gouvernement des Pays-Bas les textes qui, en application de la présente Convention, auront été introduits dans sa législation.

Article II

1. Deux ou plusieurs Etats contractants peuvent déclarer qu'ils sont d'accord pour ne pas se considérer comme des Etats différents en ce qui concerne la condition d'établissement ou de résidence habituelle prévue à l'article 1, alinéas 1 et 2, de la loi uniforme, parce qu'ils appliquent aux ventes qui, en l'absence d'une telle déclaration, auraient été régies par cette loi, des règles juridiques identiques ou voisines.

2. Chaque Etat contractant peut déclarer qu'il ne considère pas comme Etat différent de lui-même, en ce qui concerne la condition d'établissement ou de résidence habituelle prévue à l'alinéa précédent, un ou plusieurs Etats non-contractants, parce que ces derniers Etats appliquent aux ventes qui, en l'absence d'une telle déclaration, auraient été régies par la loi uniforme, des règles juridiques, identiques aux siennes ou voisines.

3. En cas de ratification ou d'adhésion ultérieure d'un Etat à l'égard duquel une déclaration a été faite en vertu de l'alinéa précédent, celle-ci reste valable à moins que l'Etat ratifiant ou adhérant ne déclare qu'il ne peut l'accepter.

4. Des déclarations prévues aux alinéas 1, 2 et 3 du présent article peuvent être faites par les Etats intéressés lors du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur et doivent être adressées au Gouvernement des Pays-Bas. Elles auront effet trois mois après la date à laquelle le Gouvernement des Pays-Bas les aura reçues ou, si à la fin de ce délai la présente Convention n'est pas entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé, à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.

Article III

Par dérogation à l'article 1 de la loi uniforme, chaque Etat peut déclarer, par une notification adressée

Convention relating to a uniform law on the international sale of goods

The States signatory to the present Convention,

Desiring to establish a uniform law on the international sale of goods,

Have resolved to conclude a convention to this effect and have agreed upon the following provisions;

Article I

1. Each Contracting State undertakes to incorporate into its own legislation, in accordance with its constitutional procedure, not later than the date of the entry into force of the present Convention in respect of that State, the Uniform Law on the International Sale of Goods (hereinafter referred to as "the Uniform Law") forming the Annex to the present Convention.

2. Each Contracting State may incorporate the Uniform Law into its own legislation either in one of the authentic texts or in a translation into its own language or languages.

3. Each Contracting State shall communicate to the Government of the Netherlands the texts which it has incorporated into its legislation to give effect to the present Convention.

Article II

1. Two or more Contracting States may declare that they agree not to consider themselves as different States for the purpose of the requirements as to place of business or habitual residence laid down in paragraphs 1 and 2 of Article 1 of the Uniform Law because they apply to sales which in the absence of such a declaration would be governed by the Uniform Law the same or closely related legal rules.

2. Any Contracting State may declare that it does not consider one or more non-Contracting States as different States from itself for the purpose of the requirements of the Uniform Law, which are referred to in paragraph 1 of this Article, because such States apply to sales which in the absence of such a declaration would be governed by the Uniform Law, legal rules which are the same as or closely related to its own.

3. If a State which is the object of a declaration made under paragraph 2 of this Article subsequently ratifies or accedes to the present Convention, the declaration shall remain in effect unless the ratifying or acceding State declares that it cannot accept it.

4. Declarations under paragraphs 1, 2 or 3 of this Article may be made by the States concerned at the time of the deposit of their instruments of ratification of or accession to the present Convention or at any time thereafter and shall be addressed to the Government of the Netherlands. They shall take effect three months after the date of their receipt by the Government of the Netherlands or, if at the end of this period the present Convention has not yet entered into force in respect of the State concerned, at the date of such entry into force.

Article III

By way of derogation from Article 1 of the Uniform Law, any State may, at the time of the deposit of its

au Gouvernement des Pays-Bas lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, qu'il n'appliquera la loi uniforme que si les parties au contrat de vente ont leur établissement ou, à défaut d'établissement, leur résidence habituelle sur le territoire d'Etats contractants différents, et insérer en conséquence le mot „contractants" après le mot „Etats" à l'endroit où celui-ci apparaît pour la première fois à l'alinéa 1 de l'article 1 de la loi uniforme.

Article IV

1. Chaque Etat qui a déjà ratifié une ou plusieurs conventions sur les conflits de lois en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels ou y a adhéré, peut déclarer, par une notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhèsion, qu'il n'appliquera la loi uniforme dans les cas visés par une de ces conventions que si celle-ci conduit à l'application de la loi uniforme.

2. Chaque Etat qui fait la déclaration précitée indiquera au Gouvernement des Pays-Bas les conventions visées par sa déclaration.

Article V

Chaque Etat peut, par une notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer, qu'il n'appliquera la loi uniforme qu'aux contrats dont les parties ont, en vertu de l'article 4 de la loi uniforme, choisi cette loi comme régissant le contrat.

Article VI

Chaque Etat qui a fait une déclaration en conformité de l'article II, alinéa 1 ou 2, ou des articles III, IV ou V de la présente Convention, peut à tout moment la rétracter par une notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas. Cette rétractation prendra effet trois mois après la date à laquelle le Gouvernement des Pays-Bas en aura reçu notification; dans le cas d'une déclaration faite en conformité de l'article II, alinéa 1, elle rendra également caduque, à partir de sa prise d'effet, toute déclaration réciproque faite par un autre Etat.

Article VII

1. Lorsque, selon les règles de la loi uniforme, une partie a le droit d'exiger de l'autre l'exécution d'une obligation, aucun tribunal ne sera tenu de prononcer l'exécution en nature ou de faire exécuter un jugement prononçant l'exécution en nature hors les cas où il le ferait en vertu de son propre droit pour des contrats de vente semblables non régis par ladite loi.

2. Les dispositions de l'alinéa précédent ne portent pas atteinte aux obligations d'Etats contractants découlant de conventions, conclues ou à conclure, con-

instrument of ratification of or accession to the present Convention declare by a notification addressed to the Government of the Netherlands that it will apply the Uniform Law only if each of the parties to the contract of sale has his place of business or, if he has no place of business, his habitual residence in the territory of a different Contracting State, and in consequence may insert the word "Contracting" before the word "States" where the latter word first occurs in paragraph 1 of Article 1 of the Uniform Law.

Article IV

1. Any State which has previously ratified or acceded to one or more Conventions on conflict of laws in respect of the international sale of goods may, at the time of the deposit of its instrument of ratification of or accession to the present Convention, declare by a notification addressed to the Government of the Netherlands that it will apply the Uniform Law in cases governed by one of those previous Conventions only if that Convention itself requires the application of the Uniform Law.

2. Any State which makes a declaration under paragraph 1 of this Article shall inform the Government of the Netherlands of the Convention or the Conventions referred to in that declaration.

Article V

Any State may, at the time of the deposit of its instrument of ratification of or accession to the present Convention declare, by a notification addressed to the Government of the Netherlands, that it will apply the Uniform Law only to contracts in which the parties thereto have, by virtue of Article 4 of the Uniform Law, chosen that Law as the law of the contract.

Article VI

Any State which has made a declaration under paragraphs 1 or 2 of Article II, Article III, Article IV or Article V of the present Convention may withdraw it at any time by a notification addressed to the Government of the Netherlands. Such withdrawal shall take effect three months after the date of the receipt of the notification by the Government of the Netherlands and, in the case of a declaration made under paragraph 1 of Article II, shall also render inoperative, as from the date when the withdrawal takes effect, any reciprocal declaration made by another State.

Article VII

1. Where under the provisions of the Uniform Law one party to a contract of sale is entitled to require performance of any obligation by the other party, a court shall not be bound to enter or enforce a judgment providing for specific performance except in the cases in which it would do so under its law in respect of similar contracts of sale not governed by the Uniform Law.

2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not affect the obligations of a Contracting State resulting from any Convention, concluded or to be

cernant la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires, sentences arbitrales et autres titres exécutoires.

Article VIII

1. La présente Convention sera ouverte à la signature des Etats représentés à la Conférence de La Haye de 1964 sur l'unification du droit en matière de vente internationale, jusqu'au 31 décembre 1965.

2. La présente Convention sera ratifiée.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement des Pays-Bas.

Article IX

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée des Nations Unies.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement des Pays-Bas.

Article X

1. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle aura été déposé le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat qui la ratifiera ou y adhérera après que le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé, la présente Convention entrera en vigueur six mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XI

Chaque Etat contractant appliquera les dispositions qui auront été introduites dans sa législation en application de la présente Convention aux contrats de vente auxquels la loi uniforme s'applique et qui auront été conclus à la date ou depuis la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard.

Article XII

1. Chaque Etat contractant pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée à cet effet au Gouvernement des Pays-Bas.

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Gouvernement des Pays-Bas en aura reçu notification.

Article XIII

1. Chaque Etat pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas, que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires dont il assure les relations internationales. Cette déclaration aura effet six mois après la date à laquelle le Gouvernement des Pays-Bas en aura reçu notification ou, si à la fin de ce délai la Convention n'est pas encore entrée en vigueur, à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.

concluded, concerning the recognition and enforcement of judgments, awards and other formal instruments which have like force.

Article VIII

1. The present Convention shall remain open until the 31st day of December 1965 for signature by the States represented at The Hague Conference of 1964 on the Unification of Law governing the International Sale of Goods.

2. The present Convention shall be ratified.

3. The instruments of ratification shall be deposited with the Government of the Netherlands.

Article IX

1. The present Convention shall be open to accession by all States members of the United Nations or any of its Specialized Agencies.

2. The instruments of accession shall be deposited with the Government of the Netherlands.

Article X

1. The present Convention shall come into force six months after the date of the deposit of the fifth instrument of ratification or accession.

2. In respect of a State that ratifies or accedes to the present Convention after the deposit of the fifth instrument of ratification or accession, the Convention shall come into force six months after the date of the deposit of its instrument of ratification or accession.

Article XI

Each Contracting State shall apply the provisions incorporated into its legislation in persuance of the present Convention to contracts of sale to which the Uniform Law applies and which are concluded on or after the date of the entry into force of the Convention in respect of that State.

Article XII

1. Any Contracting State may denounce the present Convention by notifying the Government of the Netherlands to that effect.

2. The denunciation shall take effect twelve months after receipt of the notification by the Government of the Netherlands.

Article XIII

1. Any State may, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare, by means of a notification addressed to the Government of the Netherlands, that the present Convention shall be applicable to all or any of the territories for whose international relations it is responsible. Such a declaration shall take effect six months after the date of receipt of the notification by the Government of the Netherlands, or, if at the end of that period the Convention has not yet come into force, from the date of its entry into force.

2. Chaque Etat contractant qui aura fait une déclaration conformément à l'alinéa précédent pourra, conformément à l'article XII, dénoncer la Convention en ce qui concerne tout ou partie des territoires intéressés.

Article XIV

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant trois ans, chaque Etat contractant pourra, par notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas, demander la convocation d'une conférence à l'effet de réviser la Convention ou son Annexe. Le Gouvernement des Pays-Bas notifiera cette demande à tous les Etats contractants et convoquera une conférence de révision si, dans un délai de six mois à partir de la date de cette notification, le quart au moins des Etats contractants lui notifie leur assentiment.

2. Les Etats invités à cette conférence, autres que les Etats contractants, auront le statut d'observateur à moins que les Etats contractants n'en décident autrement à la conférence par vote majoritaire. Les observateurs auront tous les droits qui s'attachent à la participation à la conférence, sauf le droit de vote.

3. Le Gouvernement des Pays-Bas priera tout Etat invité à cette conférence de présenter les propositions qu'il souhaiterait voir examiner par celle-ci. Le Gouvernement des Pays-Bas communiquera à tout Etat invité l'ordre du jour provisoire de la conférence, ainsi que le texte de toutes les propositions présentées.

4. Le Gouvernement des Pays-Bas communiquera à l'Institut international pour l'unification du droit privé les propositions de révision qui lui auront été adressées conformément à l'alinéa 3 du présent article.

Article XV

Le Gouvernement des Pays-Bas notifiera aux Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé:

a) les communications reçues conformément à l'alinéa 3 de l'article I;

b) les déclarations et les notifications faites conformément aux articles II, III, IV, V et VI;

c) les ratifications et adhésions déposées conformément aux articles VIII et IX;

d) les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article X;

e) les dénonciations reçues conformément à l'article XII;

f) les notifications reçues conformément à l'article XIII.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le premier juillet mil neuf cent soixante-quatre, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

L'original de la présente Convention sera déposé auprès du Gouvernement des Pays-Bas qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit Privé.

2. Any Contracting State which has made a declaration pursuant to paragraph 1 of this Article may, in accordance with Article XII, denounce the Convention in respect of all or any of the territories concerned.

Article XIV

1. After the present Convention has been in force for three years, any Contracting State may, by a notification addressed to the Government of the Netherlands, request the convening of a conference for the purpose of revising the Convention or its Annex. Notice of this request shall be given to all Contracting States by the Government of the Netherlands, which shall convene a conference for the purpose of such revision if, within a period of six months from the date of such notice, at least one quarter of the Contracting States notify the said Government of their agreement with the request.

2. States invited to the conference, other than Contracting States, shall have the status of observers unless the Contracting States at the conference decide otherwise by a majority vote. Observers shall have all rights of participation except that of voting.

3. The Government of the Netherlands shall request all States invited to the conference to submit such proposals as they may wish the conference to examine. The Government of the Netherlands shall notify all States invited of the provisional agenda for the conference and of the texts of all the proposals which have been submitted.

4. The Government of the Netherlands shall communicate to the International Institute for the Unification of Private Law the proposals concerning revision which are submitted to it in accordance with paragraph 3 of this Article.

Article XV

The Government of the Netherlands shall notify the Signatory and Acceding States and the International Institute for the Unification of Private Law of:

a) the communications received in accordance with paragraph 3 of Article I;

b) the declarations and notifications made in accordance with Articles II, III, IV, V and VI;

c) the ratifications and accessions deposited in accordance with Articles VIII and IX;

d) the dates on which the present Convention will come into force in accordance with Article X;

e) the denunciations received in accordance with Article XII;

f) the notifications received in accordance with Article XIII.

In witness whereof the undersigned, duly authorized, have signed the present Convention.

Done at The Hague, this first day of July one thousand nine hundred and sixty-four, in the French and English languages, both texts being equally authentic.

The original of the present Convention shall be deposited with the Government of the Netherlands, which shall furnish certified copies to each of the Signatory and Acceding States and to the International Institute for the Unification of Private Law.

ANNEXE

Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels

CHAPITRE I

DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI

Article 1

1. La présente loi est applicable aux contrats de vente d'objets mobiliers corporels passés entre des parties ayant leur établissement sur le territoire d'Etats différents, dans chacun des cas suivants:

a) lorsque le contrat implique que la chose fait, lors de la conclusion du contrat, ou fera l'objet d'un transport du territoire d'un Etat dans le territoire d'un autre Etat;

b) lorsque les actes constituant l'offre et l'acceptation ont été accomplis sur le territoire d'Etats différents;

c) lorsque la délivrance de la chose doit se réaliser sur le territoire d'un Etat autre que celui où ont été accomplis les actes constituant l'offre et l'acceptation du contrat.

2. Si une partie n'a pas d'établissement, sa résidence habituelle sera prise en considération.

3. L'application de la présente loi ne dépend pas de la nationalité des parties.

4. Dans les contrats par correspondance, l'offre et l'acceptation ne sont considérées comme accomplies sur le territoire d'un même Etat que si les lettres, télégrammes ou autres documents de communication qui les contiennent ont été expédiés et reçus sur le territoire de cet Etat.

5. Des Etats ne seront pas considérées comme "Etats différents" en ce qui concerne l'établissement ou la résidence habituelle des parties, si une déclaration à cet effet a été valablement faite en vertu de l'article II de la Convention du 1 juillet 1964 portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels et qu'elle reste en vigueur.

Article 2

Les règles du droit international privé sont exclues pour l'application de la présente loi, sauf dans les cas où celle-ci en dispose autrement.

Article 3

Les parties à un contrat de vente sont libres d'exclure totalement ou partiellement l'application de la présente loi. Cet exclusion peut être expresse ou tacite.

Article 4

La présente loi est également applicable lorsqu'elle a été choisie comme loi du contrat par les parties, que celles-ci aient ou non leur établissement ou leur résidence habituelle sur le territoire d'Etats différents et que ces Etats soient ou non des parties à la Convention du 1 juillet 1964 portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels, dans la mesure où elle ne porte pas atteinte aux dispositions impératives qui auraient été applicables si les parties n'avaient pas choisi la loi uniforme.

ANNEX

Uniform law on the international sale of goods

CHAPTER I

SPHERE OF APPLICATION OF THE LAW

Article 1

1. The present Law shall apply to contracts of sale of goods entered into by parties whose places of business are in the territories of different States, in each of the following cases:

a) where the contract involves the sale of goods which are at time of the conclusion of the contract in the course of carriage or wille be carried from the territory of one State to the territory of another;

b) where the acts constituting the offer and the acceptance have been effected in the territories of different States;

c) where delivery of the goods is to be made in the territory of a State other than that within whose territory the acts constituting the offer and the acceptance have been effected.

2. Where a party to the contract does not have a place of business, reference shall be made to his habitual residence.

3. The application of the present Law shall not depend on the nationality of the parties.

4. In the case of contracts by correspondence, offer and acceptance shall be considered to have been effected in the territory of the same State only if the letters, telegrams or other documentary communications which contain them have been sent and received in the territory of that State.

5. For the purpose of determining whether the parties have their places of business or habitual residences in "different States", any two or more States shall not be considered to be "different States" if a valid declaration to that effect made under Article II of the Convention dated the 1st day of July 1964 relating to a Uniform Law on the International Sale of Goods is in force in respect of them.

Article 2

Rules of private international law shall be excluded for the purposes of the application of the present Law, subject to any provision to the contrary in the said Law.

Article 3

The parties to a contract of sale shall be free to exclude the application thereto of the present Law either entirely or partially. Such exclusion may be express or implied.

Article 4

The present Law shall also apply where it has been chosen as the law of the contract by the parties, whether or not their places of business or their habitual residences are in different States and whether or not such States are Parties to the Convention dated the 1st day of July 1964 relating to a Uniform Law on the International Sale of Goods, to the extent that it does not affect the application of any mandatory provisions of law which would have been applicable if the parties had not chosen a Uniform Law.

Article 5

1. La présente loi ne régit pas les ventes:

a) de valeurs mobilières, effets de commerce et monnaies;

b) de navires, bateaux de navigation intérieure et aéronefs enregistrés ou à enregistrer;

c) d'électricité;

d) par autorité de justice ou sur saisie.

2. La présente loi ne porte pas atteinte aux dispositions impératives prévues dans des droits nationaux pour la protection de l'acheteur dans les ventes à tempérament.

Article 6

Sont assimilés aux ventes, au sens de la présente loi, les contrats de livraison d'objets mobiliers corporels à fabriquer ou à produire, à moins que la partie qui commande la chose n'ait à fournir une partie essentielle des éléments nécessaires à cette fabrication ou production.

Article 7

La présente loi régit les ventes sans égard au caractère commercial ou civil des parties et des contrats.

Article 8

La présente loi régit exclusivement les obligations que le contrat de vente fait naître entre le vendeur et l'acheteur. Sauf exception formelle, elle ne concerne notamment pas la formation du contrat, ni les effets de celui-ci sur la propriété de la chose vendue, ni sa validité ou celle des clauses qu'il renferme, non plus que celle des usages.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS GENERALES

Article 9

1. Les parties sont liées par les usages auxquels elles se sont référées expressément ou tacitement et par les habitudes qui se sont établies entre elles.

2. Elles sont àgalement liées par les usages que des personnes raisonnables de même qualité placées dans leur situation considèrent normalement comme applicables à leur contrat. En cas de contradiction avec la présente loi, ces usages l'emportent, sauf volonté contraire des parties.

3. En cas d'emploi de termes, clauses ou formulaires usités dans le commerce, leur interprétation se fait selon le sens que les milieux commerciaux intéressés ont l'habitude de leur attacher.

Article 10

Une contravention au contrat est considérée comme essentielle pour l'application de la présente loi, toutes les fois que la partie en défaut a su ou aurait dû savoir, lors de la conclusion du contrat, qu'une person-

Article 5

1. The present Law shall not apply to sales:

a) of stocks, shares, investment securities, negotiable instruments or money;

b) of any ship, vessel or aircraft, which is or will be subject to registration;

c) of electricity;

d) by authority of law or on execution or distress.

2. The present Law shall not affect the application of any mandatory provision of national law for the protection of a party to a contract which contemplates the purchase of goods by that party by payment of the price by instalments.

Article 6

Contracts for the supply of goods to be manufactured or produced shall be considered to be sales within the meaning of the present Law, unless the party who orders the goods undertakes to supply an essential and substantial part of the materials necessary for such manufacture or production.

Article 7

The present Law shall apply to sales regardlless of the commercial or civil character of the parties or of the contracts.

Article 8

The present Law shall govern only the obligations of the seller and the buyer arising from a contract of sale. In particular, the present Law shall not, except as otherwise expressly provided therein, be concerned with the formation of the contract, nor with the effect which the contract may have on the property in the goods sold, nor with the validity of the contract or of any of its provisions or of any usage.

CHAPTER II

GENERAL PROVISIONS

Article 9

1. The parties shall be bound by any usage which they have expressly or impliedly made applicable to their contract and by any practices which they have established between themselves.

2. They shall also be bound by usages which reasonable persons in the same situation as the parties usually consider to be applicable to their contract. In the event of conflict with the present Law, the usages shall prevail unless otherwise agreed by the parties.

3. Where expressions, provisions or forms of contract commonly used in commercial practice are employed, they shall be interpreted according to the meaning usually given to them in the trade concerned.

Article 10

For the purposes of the present Law, a breach of contract shall be regarded as fundamental wherever the party in breach knew, or ought to have known, at the time of the conclusion of the contract, that a

ne raisonnable de même qualité placée dans la situation de l'autre partie n'aurait pas conclu le contrat si elle avait prévu cette contravention et ses effets.

Article 11

Par les termes „bref délai" dans lequel un acte doit être accompli, la présente loi entend un délai aussi court que possible, suivant les circonstances, à compter du moment où l'acte peut raisonnablement être accompli.

Article 12

Par les termes „prix courant" la présente loi entend le prix tel qu'il résulte d'une cotation officielle sur un marché ou, à défaut d'une telle cotation, des éléments servant à déterminer le prix d'après les usages du marché.

Article 13

Lorsque, dans la présente loi, on emploie une formule telle que: „une partie a su ou aurait dû savoir", "une partie a connu ou aurait dû connaître", où toute autre formule analogue, on doit se référer à ce qu'aurait dû savoir ou connaître une personne raisonnable de même qualité placée dans la même situation.

Article 14

Les communications prévues par la présente loi doivent être faites par les moyens usuels dans les circonstances.

Article 15

Aucune forme n'est prescrite pour le contrat de vente. Il peut être prouvé notamment par témoins.

Article 16

Lorsque, selon les règles de la présente loi, une partie a le droit d'exiger de l'autre l'exécution d'une obligation, un tribunal ne sera tenu de prononcer l'exécution en nature ou de faire exécuter un jugement prononçant l'exécution en nature qu'en conformité des dispositions de l'article VII de la Convention du 1 juillet 1964 portant loi uniforme sur la vente, internationale des objets mobiliers corporels.

Article 17

Les questions concernant des matières régies par la présente loi et qui ne sont pas expressément tranchées par elle, seront réglées selon les principes généraux dont elle s'inspire.

CHAPITRE III

OBLIGATIONS DU VENDEUR

Article 18

Le vendeur s'oblige à effectuer la délivrance, à remettre les documents, s'il y a lieu, et à transférer la propriété, dans les conditions prévues au contrat et à la présente loi.

reasonable person in the same situation as the other party would not have entered into the contract if he had foreseen the breach and its effects.

Article 11

Where under the present Law an act is required to be performed "promptly", it shall be performed within as short a period as possible, in the circumstances, from the moment when the act could reasonably be performed.

Article 12

For the purposes of the present Law, the expression "current price" means a price based upon an official market quotation, or, in the absence of such a quotation, upon those factors which, according to the usage of the market, serve to determine the price.

Article 13

For the purposes of the present Law, the expression "a party knew or ought to have known", or any similar expression, refers to what should have been known to a reasonable person in the same situation.

Article 14

Communications provided for by the present Law shall be made by the means usual in the circumstances.

Article 15

A contract of sale need not be evidenced by writing and shall not be subject to any other requirements as to form. In particular, it may be proved by means of witnesses.

Article 16

Where under the provisions of the present Law one party to a contract of sale is entitled to require performance of any obligation by the other party, a court shall not be bound to enter or enforce a judgment providing for specific performance except in accordance with the provisions of Article VII of the Convention dated the 1st day of July 1964 relating to a Uniform Law on the International Sale of Goods.

Article 17

Questions concerning matters governed by the present Law which are not expressly settled therein shall be settled in conformity with the general principles on which the present Law is based.

CHAPTER III

OBLIGATIONS OF THE SELLER

Article 18

The seller shall effect delivery of the goods, hand over any documents relating thereto and transfer the property in the goods, as required by the contract and the present Law.

SECTION I. — DELIVRANCE DE LA CHOSE

Article 19

1. La délivrance consiste dans la remise d'une chose conforme au contrat.

2. Dans le cas où le contrat implique un transport de la chose et lorsqu'aucun autre lieu n'a été convenu pour la délivrance, celle-ci se réalise par la remise de la chose au transporteur pour transmission à l'acheteur.

3. Lorsque la chose remise au transporteur n'était pas manifestement destinée à l'exécution du contrat par apposition d'une adresse ou tout autre moyen, le vendeur doit, non seulement remettre la chose, mais adresser à l'acheteur un avis de l'expédition et, le cas échéant, quelque document spécifiant la chose.

Sous-section 1

OBLIGATIONS DU VENDEUR QUANT À LA DATE ET AU LIEU DE LA DÉLIVRANCE

A. *Date de la délivrance*

Article 20

Lorsque la date de la délivrance a été fixée par les parties ou résulte des usages, le vendeur est tenu de délivrer la chose à cette date sans qu'il soit besoin d'aucune formalité, à condition que la date ainsi fixée soit déterminée ou déterminable d'après le calendrier, ou qu'elle soit liée a un événement certain dont le jour de réalisation puisse être connu exactement des parties.

Article 21

Lorsqu'il résulte de la convention des parties ou des usages que la délivrance devra être effectuée au cours d'une certaine période (tèl mois, telle saison), il appartient au vendeur de fixer la date exacte de la délivrance, à moins qu'il ne résulte des circonstances que cette fixation est réservée à l'acheteur.

Article 22

Lorsque la date de la délivrance n'a pas été déterminée conformément aux articles 20 et 21, le vendeur doit délivrer la chose dans un délai raisonnable après la conclusion du contrat, eu égard à la nature de la chose et aux circonstances.

B. *Lieu de la délivrance*

Article 23

1. Lorsque le contrat de vente n'implique pas un transport de la chose, le vendeur doit délivrer la chose au lieu ou il avait, lors de la conclusion du contrat, son établissement ou, à défaut d'établissement, sa résidence habituelle.

2. Si la vente porte sur un corps certain et si les parties connaissent le lieu où il se trouve lors de la conclusion du contrat, c'est en ce lieu que le vendeur doit délivrer la chose. Il en est de même si les choses vendues sont des choses de genre à prendre dans une

SECTION I - DELIVERY OF THE GOODS

Article 19

1. Delivery consists in the handing over of goods which conform with the contract.

2. Where the contract of sale involves carriage of the goods and no other place for delivery has been agreed upon, delivery shall be effected by handing over the goods to the carrier for transmission to the buyer.

3. Where the goods handed over to the carrier are not clearly appropriated to performance of the contract by being marked with an address or by some other means, the seller shall, in addition to handing over the goods, send to the buyer notice of the consignment and, if necessary, some document specifying the goods.

Sub-section 1

OBLIGATIONS OF THE SELLER AS REGARDS THE DATE AND PLACE OF DELIVERY

A. *Date of delivery*

Article 20

Where the parties have agreed upon a date for delivery or where such date is fixed by usage, the seller shall, without the need for any other formality, be bound to deliver the goods at that date, provided that the date thus fixed is determined or determinable by the calendar or is fixed in relation to a definite event, the date of which can be ascertained by the parties.

Article 21

Where by agreement of the parties or by usage delivery shall be effected within a certain period (such as a particular month or season), the seller may fix the precise date of delivery, unless the circumstances indicate that the fixing of the date was reserved to the buyer.

Article 22

Where the date of delivery has not been determined in accordance with the provisions of Articles 20 or 21, the seller shall be bound to deliver the goods within a reasonable time after the conclusion of the contract, regard being had to the nature of the goods and to the circumstances.

B. *Place of delivery*

Article 23

1. Where the contract of sale does not involve carriage of the goods, the seller shall deliver the goods at the place where he carried on business at the time of the conclusion of the contract, or, in the absence of a place of business, at his habitual residence.

2. If the sale relates to specific goods and the parties knew that the goods were at a certain place at the time of the conclusion of the contract, the seller shall deliver the goods at that place. The same rule shall apply if the goods sold are unascertained goods to

masse déterminée ou si elles doivent être fabriquées ou produites dans un lieu connu des parties lors de la conclusion du contrat.

C. *Sanctions de l'inexécution des obligations du vendeur concernant la date et le lieu de la délivrance*

Article 24

1. Lorsque le vendeur n'a pas exécuté ses obligations quant à la date ou au lieu de délivrance, l'acheteur peut, selon les modalités prévues aux articles 25 à 32:
a) exiger du vendeur l'exécution du contrat;
b) déclarer la résolution du contrat.

2. L'acheteur peut aussi obtenir les dommages-intérêts prévus à l'article 82 ou aux articles 84 à 87.

3. En aucun cas, le vendeur ne peut demander à un juge ni à un arbitré de lui accorder un délai de grâce.

Article 25

L'acheteur ne peut exiger du vendeur l'exécution du contrat si un achat de remplacement est conforme aux usages et raisonnablement possible. Dans ce cas le contrat est résolu de plein droit dès le moment où cet achat doit être réalisé.

a) *Sanctions concernant la date de la délivrance*

Article 26

1. Lorsque le défaut de délivrance à la déterminée constitue une contravention essentielle au contrat, l'acheteur peut soit exiger du vendeur l'exécution du contrat, soit déclarer la résolution de celui-ci. Il doit faire connaître sa décision dans un délai raisonnable; sinon le contrat est résolu de plein droit.

2. Si le vendeur demande à l'acheteur de lui faire connaître sa décision et que l'acheteur ne lui réponde pas dans un bref délai, le contrat est résolu de plein droit.

3. Si le vendeur a effectué la délivrance avant que l'acheteur ait fait connaître sa décision et que l'acheteur ne déclare pas la résolution du contrat dans un bref délai, toute résolution du contrat est écartée.

4. Lorsque l'acheteur a choisi l'exécution du contrat et qu'il ne l'obtient pas dans un délai raisonnable, il peut déclarer la résolution du contrat.

Article 27

1. Lorsque le défaut de délivrance à la date déterminée ne constitue pas une contravention essentielle au contrat, le vendeur conserve le droit d'effectuer la délivrance et l'acheteur celui d'exiger du vendeur l'exécution du contrat.

2. L'acheteur peut cependant accorder au vendeur un délai supplémentaire d'une durée raisonnable. Le défaut de délivrance dans ce délai constitue une contravention essentielle au contrat.

be taken from a specified stock or if they are to be manufactured or produced at a place known to the parties at the time of the conclusion of the contract.

C. *Remedies for the seller's failure to perform his obligations as regards the date and place of delivery*

Article 24

1. Where the seller fails to perform his obligations as regards the date or the place of delivery, the buyer may, as provided in Articles 25 to 32:

a) require performance of the contract by the seller;
b) declare the contract avoided.

2. The buyer may also claim damages as provided in Article 82 or in Articles 84 to 87.

3. In no case shall the seller be entitled to apply to a court or arbitral tribunal to grant him a period of grace.

Article 25

The buyer shall not be entitled to require performance of the contract by the seller, if it is in conformity with usage and reasonably possible for the buyer to purchase goods to replace those to which the contract relates. In this case the contract shall be *ipso facto* avoided as from the time when such purchase should be effected.

a) *Remedies as regards the date of delivery*

Article 26

1. Where the failure to deliver the goods at the date fixed amounts to a fundamental breach of the contract, the buyer may either require performance by the seller or declare the contract avoided. He shall inform the seller of his decision within a reasonable time; otherwise the contract shall be *ipso facto* avoided.

2. If the seller requests the buyer to make known his decision under paragraph 1 of this Article and the buyer does not comply promptly, the contract shall be *ipso facto* avoided.

3. If the seller has effected delivery before the buyer has made known his decision under paragraph 1 of this Article and the buyer does not exercise promptly his right to declare the contract avoided, the contract cannot be avoided.

4. Where the buyer has chosen performance of the contract and does not obtain it within a reasonable time, he may declare the contract avoided.

Article 27

1. Where failure to deliver the goods at the date fixed does not amount to a fundamental breach of the contract, the seller shall retain the right to effect delivery and the buyer shall retain the right to require performance of the contract by the seller.

2. The buyer may however grant the seller an additional period of time of reasonable length. Failure to deliver within this period shall amount to a fundamental breach of the contract.

Article 28

Le défaut de délivrance à la date fixée constitue une contravention essentielle au contrat, lorsqu'il s'agit de choses ayant un cours sur des marchés auxquels l'acheteur peut s'adresser pour les obtenir.

Article 29

Au cas où le vendeur offre de délivrer la chose avant la date déterminée, l'acheteur a la faculté de l'accepter ou de la refuser; s'il l'accepte, il peut se réserver le droit de demander les dommages-intérêts prévus à l'article 82.

b) *Sanctions concernant le lieu de la délivrance*

Article 30

1. Lorsque le défaut de délivrance au lieu prévu constitue une contravention essentielle au contrat et que le défaut de délivrance à la date prévue constituerait lui aussi une contravention essentielle, l'acheteur peut soit exiger du vendeur l'exécution du contrat, soit déclarer la résolution de celui-ci. Il doit faire connaître sa décision dans un délai raisonnable; sinon le contrat est résolu de plein droit.

2. Si le vendeur demande à l'acheteur de lui faire connaître sa décision et que l'acheteur ne lui réponde pas dans un bref délai, le contrat est résolu de plein droit.

3. Si le vendeur transporte la chose au lieu prévu avant que l'acheteur ait fait connaître sa décision et que l'acheteur ne déclare pas la résolution du contrat dans un bref délai, toute résolution du contrat est écartée.

Article 31

1. Dans les cas non prévus à l'article précédent, le vendeur conserve le droit d'effectuer la délivrance au lieu prévu et l'acheteur celui d'exiger du vendeur l'exécution du contrat.

2. L'acheteur peut cependant accorder au vendeur un délai supplémentaire d'une durée raisonnable. Le défaut de délivrance dans ce délai au lieu prévu constitue une contravention essentielle au contrat.

Article 32

1. Si la délivrance se réalise par une remise à un transporteur et que cette remise ait été effectuée dans un lieu autre que le lieu fixé, l'acheteur peut déclarer la résolution du contrat toutes les fois que le défaut de délivrance au lieu fixé constitue une contravention essentielle au contrat. Il perd ce droit s'il n'a pas déclaré la résolution dans un bref délai.

2. Le même droit appartient à l'acheteur, dans les cas prévus à l'alinéa précédent et sous les mêmes conditions, si la chose a été expédiée à un lieu autre que le lieu fixé.

3. Si l'expédition d'un lieu autre ou à un lieu autre que le lieu fixé ne constitue pas une contravention essentielle au contrat, l'acheteur peut seulement demander les dommages-intérêts prévus à l'article 82.

Article 28

Failure to deliver the goods at the date fixed shall amount to a fundamental breach of the contract whenever a price for such goods is quoted on a market where the buyer can obtain them.

Article 29

Where the seller tenders delivery of the goods before the date fixed, the buyer may accept or reject delivery; if he accepts, he may reserve the right to claim damages in accordance with Article 82.

b) *Remedies as regards the place of delivery*

Article 30

1. Where failure to deliver the goods at the place fixed amounts to a fundamental breach of the contract, and failure to deliver the goods at the date fixed would also amount to a fundamental breach, the buyer may either require performance of the contract by the seller or declare the contract avoided. The buyer shall inform the seller of his decision within a reasonable time; otherwise the contract shall be *ipso facto* avoided.

2. If the seller requests the buyer to make known his decision under paragraph 1 of this Article and the buyer does not comply promptly, the contract shall be *ipso facto* avoided.

3. If the seller has transported the goods to the place fixed before the buyer has made known his decision under paragraph 1 of this Article and the buyer does not exercise promptly his right to declare the contract avoided, the contract cannot be avoided.

Article 31

1. In cases not provided for in Article 30, the seller shall retain the right to effect delivery at the place fixed and the buyer shall retain the right to require performance of the contract by the seller.

2. The buyer may however grant the seller an additional period of time of reasonable length. Failure to deliver within this period at the place fixed shall amount to a fundamental breach of the contract.

Article 32

1. If delivery is to be effected by handing over the goods to a carrier and the goods have been handed over at a place other than that fixed, the buyer may declare the contract avoided, whenever the failure to deliver the goods at the place fixed amounts to a fundamental breach of the contract. He shall lose this right if he has not promptly declared the contract avoided.

2. The buyer shall have the same right, in the circumstances and on the conditions provided in paragraph 1 of this Article, if the goods have been despatched to some place other than that fixed.

3. If despatch from a place or to a place other than that fixed does not amount to a fundamental breach of the contract, the buyer may only claim damages in accordance with Article 82.

Sous-section 2

OBLIGATIONS DU VENDEUR QUANT À LA CONFORMITÉ DE LA CHOSE

A. *Défaut de conformité*

Article 33

1. Le vendeur n'a pas exécuté son obligation de délivrance:

a) lorsqu'il n'a remis qu'une partie de la chose vendue ou lorsqu'il a remis une quantité différente en plus ou en moins de celle qu'il avait promise dans le contrat;

b) lorsqu'il a remis une chose autre que celle prévue au contrat ou une chose d'une autre espèce;

c) lorsqu'il a remis une chose non conforme à un échantillon ou modèle remis ou adressé à l'acheteur, à moins qu'il ne l'ait présenté à titre de simple indication sans aucun engagement de conformité;

d) lorsqu'il a remis une chose qui ne possède pas les qualités nécessaires pour son usage normal ou son utilisation commerciale;

e) lorsqu'il a remis une chose qui ne possède pas les qualités nécessaires pour un usage spécial prévu expressément ou tacitement par le contrat;

f) en général, lorsqu'il a remis une chose qui ne possède pas les qualités et particularités prévues expressément ou tacitement par le contrat.

2. La différence de quantité, l'absence d'une partie, d'une qualité ou d'une particularité ne sont pas prises en considération lorsqu'elles sont sans importance.

Article 34

Dans les cas prévus à l'article précédent, les droits reconnus à l'acheteur par la présente loi excluent tous autres moyens fondés sur un défaut de conformité de la chose.

Article 35

1. La conformité au contrat se détermine d'après l'état de la chose au moment du transfert des risques. Cependant, si par suite d'une déclaration de résolution ou d'une demande de remplacement, le transfert des risques ne s'opère pas, la conformité se détermine d'après l'état de la chose au moment où, si la chose avait été conforme au contrat, les risques eussent été transférés.

2. Le vendeur est tenu des effets du défaut de conformité survenant après le moment fixé à l'alinéa précédent, si ce défaut a pour cause un fait du vendeur ou d'une personne dont il est responsable.

Article 36

Le vendeur n'est pas tenu des effets des défauts de conformité prévus à l'article 33, alinéa 1, lit. *d*), *e*) et *f*), si, lors de la conclusion du contrat, l'acheteur connaissait ces défauts ou ne pouvait pas les ignorer.

Sub-section 2

OBLIGATIONS OF THE SELLER AS REGARDS THE CONFORMITY OF THE GOODS

A. *Lack of conformity*

Article 33

1. The seller shall not have fulfilled his obligation to deliver the goods where he has handed over:

a) part only of the goods sold or a larger or a smaller quantity of the goods than he contracted to sell;

b) goods which are not those to which the contract relates or goods of a different kind;

c) goods which lack the qualities of a sample or model which the seller has handed over or sent to the buyer, unless the seller has submitted it without any express or implied undertaking that the goods would conform therewith;

d) goods which do not possess the qualities necessary for their ordinary or commercial use;

e) goods which do not possess the qualities for some particular purpose expressly or impliedly contemplated by the contract;

f) in general, goods which do not possess the qualities and characteristics expressly or impliedly contemplated by the contract.

2. No difference in quantity, lack of part of the goods or absence of any quality or characteristic shall be taken into consideration where it is not material.

Article 34

In the cases to which Article 33 relates, the rights conferred on the buyer by the present Law exclude all other remedies based on lack of conformity of the goods.

Article 35

1. Whether the goods are in conformity with the contract shall be determined by their condition at the time when risk passes. However, if risk does not pass because of a declaration of avoidance of the contract or of a demand for other goods in replacement, the conformity of the goods with the contract shall be determined by their condition at the time when risk would have passed had they been in conformity with the contract.

2. The seller shall be liable for the consequences of any lack of conformity occuring after time fixed in paragraph 1 of this Article if it was due to an act of the seller or of a person for whose conduct he is responsible.

Article 36

The seller shall not be liable for the consequences of any lack of conformity of the kind referred to in sub-paragraphs *d*), *e*) or *f*) of paragraph 1 of Article 33, if at the time of the conclusion of the contract the buyer knew, or could not have been unaware of, such lack of conformity.

Article 37

En cas de remise anticipée, le vendeur conserve, jusqu'à la date déterminée pour la délivrance, le droit de délivrer soit la partie ou la quantité manquantes, soit de nouvelles choses conformes au contrat, ou de réparer le défaut des choses remises, pourvu que ces opérations ne causent à l'acheteur ni inconvénients ni frais déraisonnables.

Article 37

If the seller has handed over goods before the date fixed for delivery he may, up to that date, deliver any missing part or quantity of the goods or deliver other goods which are in conformity with the contract or remedy any defects in the goods handed over, provided that the exercise of this right does not cause the buyer either unreasonable inconvenience or unreasonable expense.

B. *Constatation et dénonciation du défaut de conformité*

Article 38

1. L'acheteur doit examiner la chose ou la faire examiner dans un bref délai.

2. En cas de transport de la chose, l'acheteur doit l'examiner au lieu de destination.

3. Si la chose est réexpédiée par l'acheteur sans transbordement et que le vendeur ait, lors de la conclusion du contrat, connu ou dû connaître la possibilité de cette réexpédition, l'examen de la chose peut être renvoyé jusqu'à son arrivée à sa nouvelle destination.

4. Les modalités de l'examen sont réglées par la convention des parties ou, à défaut de convention, par la loi ou les usages du lieu où cet examen doit être effectué.

B. *Ascertainment and notification of lack of conformity*

Article 38

1. The buyer shall examine the goods, or cause them to be examined, promptly.

2. In case of carriage of the goods the buyer shall examine them at the place of destination.

3. If the goods are redespatched by the buyer without transhipment and the seller knew or ought to have known, at the time when the contract was concluded, of the possibility of such redespatch, examination of the goods may be deferred until they arrive at the new destination.

4. The methods of examination shall be governed by the agreement of the parties or, in the absence of such agreement, by the law or usage of the place where the examination is to be effected.

Article 39

1. L'acheteur est déchu du droit de se prévaloir d'un défaut de conformité s'il ne l'a pas dénoncé au vendeur dans un bref délai à partir du moment où il l'a constaté ou aurait dû le constater. Cependant, s'il apparaît ultérieurement un défaut qui ne pouvait pas être décelé par l'examen prévu à l'article précédent, l'acheteur peut encore s'en prévaloir, à condition qu'il en donne avis au vendeur dans un bref délai après sa découverte. L'acheteur est toujours déchu du droit de se prévaloir d'un défaut de conformité s'il ne l'a pas dénoncé dans un délai de deux ans à compter du jour de la remise de la chose, sauf clause de garantie couvrant ce défaut pour une période plus longue.

2. En dénonçant le défaut de conformité, l'acheteur doit en préciser la nature et inviter le vendeur à examiner la chose ou à la faire examiner par son représentant.

3. Au cas où une communication mentionnée a l'alinéa 1 a été adressée par lettre, télégramme ou tout autre moyen approprié, le fait qu'elle ait été retardée ou ne soit pas arrivée à destination ne prive pas l'acheteur du droit de s'en prévaloir.

Article 39

1. The buyer shall lose the right to rely on a lack of conformity of the goods if he has not given the seller notice thereof promptly after he has discovered the lack of conformity or ought to have discovered it. If a defect which could not have been revealed by the examination of the goods provided for in Article 38 is found later, the buyer may nonetheless rely on that defect, provided that he gives the seller notice thereof promptly after its discovery. In any event, the buyer shall lose the right to rely on a lack of conformity of the goods if he has not given notice thereof to the seller within a period of two years from the date on which the goods were handed over, unless the lack of conformity constituted a breach of a guarantee covering a longer period.

2. In giving notice to the seller of any lack of conformity, the buyer shall specify its nature and invite the seller to examine the goods or to cause them to be examined by his agent.

3. Where any notice referred to in paragrah 1 of this Article has been sent by letter, telegram or other appropriate means, the fact that such notice is delayed or fails to arrive at its destination shall not deprive the buyer of the right to rely thereon.

Article 40

Le vendeur ne peut pas se prévaloir des dispositions des articles 38 et 39 lorsque le défaut de conformité porte sur des faits qu'il connaissait ou ne pouvait pas ignorer et qu'il n'a pas révélés.

Article 40

The seller shall not be entitled to rely on the provisions of Articles 38 and 39 if the lack of conformity relates to facts of which he knew, or of which he could not have been unaware, and which he did not disclose.

C. *Sanctions du défaut de conformité*

Article 41

1. L'acheteur qui a régulièrement dénoncé le défaut de conformité peut, selon les modalités prévues aux articles 42 à 46;

a) exiger du vendeur l'exécution du contrat;

b) déclarer la résolution du contrat;

c) réduire le prix.

2. L'acheteur peut aussi obtenir les dommages-intérêts prévus à l'article 82 ou aux articles 84 à 87.

Article 42

1. L'acheteur peut exiger du vendeur l'exécution du contrat:

a) si la vente a porté sur une chose de la production ou fabrication du vendeur: par la réparation des défauts, à condition que le vendeur soit en mesure de les réparer;

b) si la vente a porté sur un corps certain: par la délivrance de la chose prévue au contrat ou de la partie manquante;

c) si la vente a porté sur des choses de genre: par la délivrance de nouvelles choses conformes au contrat ou de la partie ou quantité manquante, à moins qu'un achat de remplacement ne soit conforme aux usages et raisonnablement possible.

2. Si l'acheteur n'obtient pas dans un délai raisonnable l'exécution du contrat, il conserve les droits mentionnés aux articles 43 à 46.

Article 43

L'acheteur peut déclarer la résolution du contrat si le défaut de conformité ainsi que le défaut de délivrance à la date déterminée constituent des contraventions essentielles au contrat. Il est déchu de ce droit s'il ne l'exerce pas dans un bref délai après la dénonciation du défaut de conformité ou après l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2 de l'article précédent.

Article 44

1. Dans les cas non prévus à l'article précédent le vendeur conserve, après la date déterminée, le droit soit de délivrer la partie ou la quantité manquante ou de nouvelles choses conformes au contrat, soit de réparer le défaut des choses remises, pourvu que ces opérations ne causent à l'acheteur ni inconvénients ni frais déraisonnables.

2. L'acheteur peut cependant fixer, pour la livraison supplémentaire ou l'achèvement de la réparation, un délai supplémentaire d'une durée raisonnable. Si, à l'expiration de ce délai, le vendeur n'a pas délivré ou réparé la chose, l'acheteur peut à son choix exiger l'exécution du contrat, réduire le prix conformément à l'article 46 ou, pourvu qu'il le fasse dans un bref délai, déclarer la résolution du contrat.

C. *Remedies for lack of conformity*

Article 41

1. Where the buyer has given due notice to the seller of the failure of the goods to conform with the contract, the buyer may, as provided in Articles 42 to 46:

a) require performance of the contract by the seller;

b) declare the contract avoided;

c) reduce the price.

2. The buyer may also claim damages as provided in Article 82 or in Articles 84 to 87.

Article 42

1. The buyer may require the seller to perform the contract:

a) if the sale relates to goods to be produced or manufactured by the seller, by remedying defects in the goods, provided the seller is in a position to remedy the defects;

b) if the sale relates to specific goods, by delivering the goods to which the contract refers or the missing part thereof;

c) if the sale relates to unascertained goods, by delivering other goods which are in conformity with the contract or by delivering the missing part or quantity, except where the purchase of goods in replacement is in conformity with usage and reasonably possible.

2. If the buyer does not obtain performance of the contract by the seller within a reasonable time, he shall retain the rights provided in Articles 43 to 46.

Article 43

The buyer may declare the contract avoided if the failure of the goods to conform to the contract and also the failure to deliver on the date fixed amount to fundamental breaches of the contract. The buyer shall lose his right to declare the contract avoided if he does not exercise it promptly after giving the seller notice of the lack of conformity or, in the case to which paragraph 2 of Article 42 applies, after the expiration of the period referred to in that paragraph.

Article 44

1. In cases not provided for in Article 43, the seller shall retain, after the date fixed for the delivery of the goods, the right to deliver any missing part or quantity of the goods or to deliver other goods which are in conformity with the contract or to remedy any defect in the goods handed over, provided that the exercise of this right does not cause the buyer either unreasonable inconvenience or unreasonable expense.

2. The buyer may however fix an additional period of time of reasonable length for the further delivery or for the remedying of the defect. If at the expiration of the additional period the seller has not delivered the goods or remedied the defect, the buyer may choose between requiring the performance of the contract or reducing the price in accordance with Article 46 or, provided that he does so promptly, declare the contract avoided.

Article 45

1. Lorsque le vendeur n'a remis qu'une partie de la chose ou une quantité insuffisante, ou lorsqu'une partie seulement de la chose remise est conforme au contrat, les dispositions des articles 43 et 44 s'appliquent en ce qui concerne la partie ou la quantité manquante ou non conforme.

2. L'acheteur ne peut déclarer la résolution totale du contrat que si le défaut d'exécution intégrale et conforme au contrat constitue une contravention essentielle à celui-ci.

Article 46

L'acheteur qui n'a pas obtenu l'exécution du contrat ni déclaré sa résolution, peut réduire le prix dans la proportion où la valeur que la chose avait au moment de la conclusion du contrat a été réduite du fait du défaut de conformité.

Article 47

Lorsque le vendeur de choses de genre a présenté à l'acheteur une quantité supérieure à celle prévue au contrat, l'acheteur peut refuser ou accepter la quantité qui dépasse celle prévue au contrat. Si l'acheteur la refuse, le vendeur ne peut être tenu qu'aux dommages intérêts prévus à l'article 82. S'il accepte tout ou partie de la quantité excédentaire, il doit la payer au taux du contrat.

Article 48

L'acheteur peut exercer les droits mentionnés aux articles 43 à 46 même avant le moment fixé pour la délivrance, s'il est manifeste que la chose qui serait remise n'est pas conforme au contrat.

Article 49

1. L'acheteur est déchu de ses droits à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la dénonciation prévue à l'article 39, sauf au cas où il aurait été empêché de les faire valoir par suite de la fraude du vendeur.

2. Après l'expiration de ce délai, l'acheteur ne peut plus se prévaloir du défaut de conformité, même par voie d'exception. L'acheteur peut toutefois, s'il n'a pas acquitté le prix et à condition d'avoir régulièrement dénoncé le défaut de conformité dans le bref délai prévu à l'article 39, opposer, comme exception contre la demande en paiement, une demande en réduction du prix ou en dommages-intérêts.

SECTION II. — REMISE DES DOCUMENTS

Article 50

Lorsque le vendeur est tenu de remettre à l'acheteur des documents qui se rapportent à la chose, il doit s'acquitter de cette obligation au moment et au lieu déterminés par le contrat ou par les usages.

Article 51

Si le vendeur ne remet pas les documents prévus par l'article précédent au moment ou au lieu déterminés,

Article 45

1. Where the seller has handed over part only of the goods or an insufficient quantity or where part only of the goods handed over is in conformity with the contract, the provisions of Articles 43 and 44 shall apply in respect of the part or quantity which is missing or which does not conform with the contract.

2. The buyer may declare the contract avoided in its entirety only if the failure to effect delivery completely and in conformity with the contract amounts to a fundamental breach of the contract.

Article 46

Where the buyer has neither obtained performance of the contract by the seller nor declared the contract avoided, the buyer may reduce the price in the same proportion as the value of the goods at the time of the conclusion of the contract has been diminished because of their lack of conformity with the contract.

Article 47

Where the seller has proffered to the buyer a quantity of unascertained goods greater than that provided for in the contract, the buyer may reject or accept the excess quantity. If the buyer rejects the excess quantity, the seller shall be liable only for damages in accordance with Article 82. If the buyer accepts the whole or part of the excess quantity, he shall pay for it at the contract rate.

Article 48

The buyer may exercise the rights provided in Articles 43 to 46, even before the time fixed for delivery, if it is clear that goods which would be handed over would not be in conformity with the contract.

Article 49

1. The buyer shall lose his right to rely on lack of conformity with the contract at the expiration of a period of one year after he has given notice as provided in Article 39, unless he has been prevented from exercising his right because of fraud on the part of the seller.

2. After the expiration of this period, the buyer shall not be entitled to rely on the lack of conformity, even by way of defence to an action. Nevertheless, if the buyer has not paid for the goods and provided that he has given due notice of the lack of conformity promptly, as provided in Article 39, he may advance as a defence to a claim for payment of the price a claim for a reduction in the price or for damages.

SECTION II. — HANDING OVER OF DOCUMENTS

Article 50

Where the seller is bound to hand over to the buyer any documents relating to the goods, he shall do so at the time and place fixed by the contract or by usage.

Article 51

If the seller fails to hand over documents as provided in Article 50 at the time and place fixed or if he

ou s'il remet des documents non conformes à ceux qu'il devait remettre, l'acheteur a, selon le cas, les droits prévus aux articles 24 à 32 ou aux articles 41 à 49.

SECTION III. — TRANSFERT DE LA PROPRIETE

Article 52

1. Lorsque la chose est l'objet d'un droit ou d'une prétention d'un tiers et que l'acheteur n'avait pas accepté de la prendre dans ces conditions, l'acheteur doit, à moins que le vendeur ne connaisse déjà la situation, dénoncer à ce dernier le droit ou la prétention du tiers et lui demander d'y remédier dans un délai raisonnable ou de lui délivrer des choses nouvelles libres de tout droit.

2. Si le vendeur fait droit à cette demande, l'acheteur qui a subi un préjudice peut exiger les dommages-intérêts prévus à l'article 82.

3. Faute par le vendeur de faire droit à cette demande, l'acheteur peut, s'il en résulte une contravention essentielle au contrat, déclarer la résolution de celui-ci et demander les dommages-intérêts prévus aux articles 84 à 87. Si l'acheteur ne déclare pas la résolution ou s'il n'y a pas contravention essentielle au contrat, l'acheteur est en droit d'exiger les dommages-intérêts prévus à l'article 82.

4. L'acheteur est déchu du droit de déclarer la résolution du contrat s'il n'a pas adressé au vendeur la dénonciation prévue par l'alinéa 1 dans un délai raisonnable à partir du moment où il a constaté ou aurait dû constater le droit ou la prétention du tiers sur la chose.

Article 53

Les droits reconnus à l'acheteur par l'article précédent excluent tout autre moyen fondé sur le fait que le vendeur a manqué à son obligation de transférer la propriété de la chose ou que celle-ci fait l'objet d'un droit ou d'une prétention d'un tiers.

SECTION IV. — AUTRES OBLIGATIONS DU VENDEUR

Article 54

1. Si le vendeur doit expédier la chose, il doit conclure, aux conditions et par les moyens usuels, les contrats nécessaires pour que le transport soit effectué jusqu'au lieu prévu.

2. Si le vendeur n'est pas obligé de souscrire lui-même une assurance de transport, il doit fournir à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, tous renseignements nécessaires à la conclusion de cette assurance.

Article 55

1. Si le vendeur n'exécute pas une obligation quelconque autre que celles visées aux articles 20 à 53, l'acheteur peut:

hands over documents which are not in conformity with those which he was bound to hand over, the buyer shall have the same rights as those provided under Articles 24 to 32 or under Articles 41 to 49, as the case may be.

SECTION III. — TRANSFER OF PROPERTY

Article 52

1. Where the goods are subject to a right or claim of a third person, the buyer, unless he agreed to take the goods subject to such right or claim, shall notify the seller of such right or claim, unless the seller already knows thereof, and request that the goods should be freed therefrom within a reasonable time or that other goods free from all rights and claims of third persons be delivered to him by the seller.

2. If the seller complies with a request made under paragraph 1 of this Article and the buyer nevertheless suffers a loss, the buyer may claim damages in accordance with Article 82.

3. If the seller fails to comply with a request made under paragraph 1 of this Article and a fundamental breach of the contract results thereby, the buyer may declare the contract avoided and claim damages in accordance with Articles 84 to 87. If the buyer does not declare the contract avoided or if there is no fundamental breach of the contract, the buyer shall have the right to claim damages in accordance with Article 82.

4. The buyer shall lose his right to declare the contract avoided if he fails to act in accordance with paragraph 1 of this Article within a reasonable time from the moment when he became aware or ought to have become aware of the right or claim of the third person in respect of the goods.

Article 53

The rights conferred on the buyer by Article 52 exclude all other remedies based on the fact that the seller has failed to perform his obligation to transfer the property in the goods or that the goods are subject to a right or claim of a third person.

SECTION IV. — OTHER OBLIGATIONS OF THE SELLER

Article 54

1. If the seller is bound to despatch the goods to the buyer, he shall make, in the usual way and on the usual terms, such contracts as are necessary for the carriage of the goods to the place fixed.

2. If the seller is not bound by the contract to effect insurance in respect of the carriage of the goods, he shall provide the buyer, at his request, with all information necessary to enable him to effect such insurance.

Article 55

1. If the seller fails to perform any obligation other than those referred to in Articles 20 to 53, the buyer may:

a) si le défaut constitue une contravention essentielle au contrat, déclarer la résolution de celui-ci, pourvu qu'il le fasse dans un bref délai, et obtenir les dommages-intérêts prévus aux articles 84 à 87;
b) dans les autres cas, obtenir les dommages-intérêts prévus à l'article 82.

2. L'acheteur peut aussi exiger du vendeur l'exécution de son obligation, à moins que le contrat ne soit résolu.

CHAPITRE IV

OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

Article 56

L'acheteur s'oblige à payer le prix et à prendre livraison de la chose dans les conditions prévues au contrat et à la présente loi.

SECTION I. — PAIEMENT DU PRIX

A. *Fixation du prix*

Article 57

Lorsque la vente est conclue sans que le prix ait été déterminé par le contrat, directement ou par référence, l'acheteur est tenu de payer le prix habituellement pratiqué par le vendeur lors de la conclusion du contrat.

Article 58

Lorsque le prix est fixé d'après le poids de la chose, c'est le poids net qui, en cas de doute, détermine ce prix.

B. *Lieu et date du paiement*

Article 59

1. L'acheteur doit payer le prix au vendeur à son établissement ou, à défaut, à sa résidence habituelle; lorsque le paiement doit être fait contre remise de la chose ou des documents, il doit être effectué au lieu de cette remise.

2. Lorsque, par suite d'un changement d'établissement ou de résidence habituelle du vendeur après la conclusion du contrat, les frais de paiement sont augmentés, le vendeur doit supporter cette augmentation.

Article 60

Lorsque la date du paiement a été fixée par les parties ou résulte des usages, l'acheteur est tenu de payer le prix à cette date sans qu'il soit besoin d'aucune formalité.

C. *Sanctions du défaut de paiement*

Article 61

1. Si l'acheteur ne paie pas le prix dans les conditions fixées par le contrat et par la présente loi, le vendeur est en droit d'exiger de lui l'exécution de son obligation.

a) where such failure amounts to a fundamental breach of the contract, declare the contract avoided, provided that he does so promptly, and claim damages in accordance with Articles 84 to 87, or
b) in any other case, claim damages in accordance with Article 82.

2. The buyer may also require performance by the seller of his obligation, unless the contract is avoided.

CHAPTER IV

OBLIGATIONS OF THE BUYER

Article 56

The buyer shall pay the price for the goods and take delivery of them as required by the contract and the present Law.

SECTION I. — PAYMENT OF THE PRICE

A. *Fixing the price*

Article 57

Where a contract has been concluded but does not state a price or make provision for the determination of the price, the buyer shall be bound to pay the price generally charged by the seller at the time of the conclusion of the contract.

Article 58

Where the price is fixed according to the weight of the goods, it shall, in case of doubt, be determined by the net weight.

B. *Place and date of payment*

Article 59

1. The buyer shall pay the price to the seller at the seller's place of business or, if he does not have a place of business, at his habitual residence, or, where the payment is to be made against the handing over of the goods or of documents, at the place where such handing over takes place.

2. Where, in consequence of a change in the place of business or habitual residence of the seller subsequent to the conclusion of the contract, the expenses incidental to payment are increased, such increase shall be borne by the seller.

Article 60

Where the parties have agreed upon a date for the payment of the price or where such date is fixed by usage, the buyer shall, without the need for any other formality, pay the price at that date.

C. *Remedies for non-payment*

Article 61

1. If the buyer fails to pay the price in accordance with the contract and with the present Law, the seller may require the buyer to perform his obligation.

2. Le vendeur ne peut pas exiger de l'acheteur le paiement du prix lorsqu'une vente compensatoire est conforme aux usages et raisonnablement possible. Dans ce cas le contrat est résolu de plein droit dès le moment où cette vente doit être réalisée.

Article 62

1. Lorsque le défaut de paiement du prix à la date déterminée constitue une contravention essentielle au contrat, le vendeur peut, soit exiger de l'acheteur le paiement du prix, soit déclarer la résolution du contrat. Il doit faire connaître sa décision dans un délai raisonnable; sinon le contrat est résolu de plein droit.

2. Lorsque le défaut de paiement du prix à la date déterminée ne constitue pas une contravention essentielle au contrat le vendeur peut accorder à l'acheteur un délai supplémentaire d'une durée raisonnable. Si l'acheteur ne paie pas le prix à l'expiration du délai supplémentaire, le vendeur peut à son choix exiger le paiement du prix ou, dans un bref délai, déclarer la résolution du contrat.

Article 63

1. En cas de résolution pour défaut de paiement, le vendeur est en droit de demander les dommages-intérêts prévus aux articles 84 à 87.

2. Lorsque le contrat n'est pas résolu, le vendeur est en droit de demander les dommages-intérêts prévus aux articles 82 et 83.

Article 64

En aucun cas, l'acheteur ne peut demander à un juge ni à un arbitre de lui accorder un délai de grâce pour le paiement du prix.

SECTION II. — PRISE DE LIVRAISON

Article 65

La prise de livraison consiste pour l'acheteur à accomplir les actes nécessaires pour que la remise de la chose soit possible et à la retirer.

Article 66

1. Lorsque l'inexécution par l'acheteur de son obligation de prendre livraison de la chose dans les conditions fixées au contrat constitue une contravention essentielle ou donne au vendeur de justes sujets de craindre que le prix ne soit pas payé, le vendeur peut déclarer la résolution du contrat.

2. Lorsque le défaut de prise de livraison ne constitue pas une contravention essentielle au contrat, le vendeur peut accorder à l'acheteur un délai supplémentaire d'une durée raisonnable. Si l'acheteur ne prend pas livraison de la chose, à l'expiration du délai supplémentaire, le vendeur peut, dans un bref délai, déclarer la résolution du contrat.

Article 67

1. Si le contrat réserve à l'acheteur le droit de déterminer ultérieurement la forme, le mesurage ou d'autres modalités de la chose (vente à spécification),

2. The seller shall not be entitled to require payment of the price by the buyer if it is in conformity with usage and reasonably possible for the seller to resell the goods. In that case the contract shall be *ipso facto* avoided as from the time when such resale should be effected.

Article 62

1. Where the failure to pay the price at the date fixed amounts to a fundamental breach of the contract, the seller may either require the buyer to pay the price or declare the contract avoided. He shall inform the buyer of his decision within a reasonable time; otherwise the contract shall be *ipso facto* avoided.

2. Where the failure to pay the price at the date fixed does not amount to a fundamental breach of the contract, the seller may grant to the buyer an additional period of time of reasonable length. If the buyer has not paid the price at the expiration of the additional period, the seller may either require the payment of the price by the buyer or, provided that he does so promptly, declare the contract avoided.

Article 63

1. Where the contract is avoided because of failure to pay the price, the seller shall have the right to claim damages in accordance with Articles 84 to 87.

2. Where the contract is not avoided, the seller shall have the right to claim damages in accordance with Articles 82 and 83.

Article 64

In no case shall the buyer be entitled to apply to a court or arbitral tribunal to grant him a period of grace for the payment of the price.

SECTION II. — TAKING DELIVERY

Article 65

Taking delivery consists in the buyer's doing all such acts as are necessary in order to enable the seller to hand over the goods and actually taking them over.

Article 66

1. Where the buyer's failure to take delivery of the goods in accordance with the contract amounts to a fundamental breach of the contract or gives the seller good grounds for fearing that the buyer will not pay the price, the seller may declare the contract avoided.

2. Where the failure to take delivery of the goods does not amount to a fundamental breach of the contract, the seller may grant to the buyer an additional period of time of reasonable length. If the buyer has not taken delivery of the goods at the expiration of the additional period, the seller may declare the contract avoided, provided that he does so promptly.

Article 67

1. If the contract reserves to the buyer the right subsequently to determine the form, measurement or other features of the goods (sale by specification) and

et que l'acheteur n'effectue pas cette spécification à la date convenue expressément ou tacitement ou à la expiration d'un délai raisonnable après une demande du vendeur, celui-ci peut soit déclarer la résolution du contrat dans un bref délai, soit procéder lui-même à la spécification d'après les besoins de l'acheteur tels qu'il les connaît.

2. Si le vendeur procède lui-même à la spécification, il doit en faire connaître les modalités à l'acheteur et lui fixer un délai raisonnable pour une spécification différente. Si l'acheteur n'utilise pas cette possibilité, la spécification effectuée par le vendeur est obligatoire.

Article 68

1. En cas de résolution pour défaut de prise de livraison ou défaut de spécification, le vendeur est en droit de demander les dommages-intérêts prévus aux articles 84 à 87.

2. Lorsque le contrat n'est pas résolu, le vendeur est en droit de demander les dommages-intérêts prévus à l'article 82.

Section III. — AUTRES OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

Article 69

L'acheteur doit prendre les mesures prévues par le contrat, par les usages ou par la réglementation en vigueur, en vue de préparer ou garantir le paiement du prix, telles que l'acceptation d'une lettre de change, la ouverture d'un crédit documentaire, ou la dation d'une caution bancaire.

Article 70

1. Si l'acheteur n'exécute pas une obligation quelconque autre que celles visées aux Sections I et II de ce Chapitre, le vendeur peut:

a) si le défaut constitue une contravention essentielle au contrat, déclarer la résolution de celui-ci, pourvu qu'il le fasse dans un bref délai, et obtenir les dommages-intérêts prévus aux articles 84 à 87;

b) dans les autres cas, obtenir les dommages-intérêts prévus à l'article 82.

2. Le vendeur peut aussi exiger de l'acheteur l'exécution de son obligation, à moins que le contrat ne soit résolu.

Chapitre V

DISPOSITIONS COMMUNES AUX OBLIGATIONS DU VENDEUR ET DE L'ACHETEUR

Section I. — CONCOMITANCE ENTRE LA DELIVRANCE DE LA CHOSE ET LE PAIEMENT DU PRIX

Article 71

Sous réserve des dispositions de l'article 72, le paiement du prix doit être concomitant à la délivrance de la chose. L'acheteur n'est cependant pas tenu de payer le prix avant d'avoir eu la possibilité d'examiner la chose.

he fails to make such specification either on the date expressly or impliedly agreed upon or within a reasonable time after receipt of a request from the seller, the seller may declare the contract avoided, provided that he does so promptly, or make the specification himself in accordance with the requirements of the buyer in so far as these are known to him.

2. If the seller makes the specification himself, he shall inform the buyer of the details thereof and shall fix a reasonable period of time within which the buyer may submit a different specification. If the buyer fails to do so the specification made by the seller shall be binding.

Article 68

1. Where the contract is avoided because of the failure of the buyer to accept delivery of the goods or to make a specification, the seller shall have the right to claim damages in accordance with Articles 84 to 87.

2. Where the contract is not avoided, the seller shall have the right to claim damages in accordance with Article 82.

Section III. — OTHER OBLIGATIONS OF THE BUYER

Article 69

The buyer shall take the steps provided for in the contract, by usage or by laws and regulations in force, for the purpose of making provision for or guaranteeing payment of the price, such as the acceptance of a bill of exchange, the opening of a documentary credit or the giving of a banker's guarantee.

Article 70

1. If the buyer fails to perform any obligation other than those referred to in Sections I and II of this Chapter, the seller may:

a) where such failure amounts to a fundamental breach of the contract, declare the contract avoided, provided that he does so promptly, and claim damages in accordance with Articles 84 to 87; or

b) in any other case; claim damages in accordance with Article 82.

2. The seller may also require performance by the buyer of his obligation, unless the contract is avoided.

Chapter V

PROVISIONS COMMON TO THE OBLIGATIONS OF THE SELLER AND OF THE BUYER

Section I. — CONCURRENCE BETWEEN DELIVERY OF THE GOODS AND PAYMENT OF THE PRICE

Article 71

Except as otherwise provided in Article 72, delivery of the goods and payment of the price shall be concurrent conditions. Nevertheless, the buyer shall not be obliged to pay the price until he has had an opportunity to examine the goods.

Article 72

1. Dans le cas où le contrat implique un transport de la chose et lorsque la délivrance, en vertu de l'article 19, alinéa 2, se réalise par la remise de la chose au transporteur, le vendeur peut différer l'expédition jusqu'au paiement du prix, ou y procéder dans des conditions telles qu'il conserve le droit de disposer de la chose en cours de voyage. Il peut, dans ce dernier cas, exiger que la chose ne soit remise à l'acheteur au lieu de destination que contre paiement du prix, et l'acheteur n'est pas tenu de payer le prix avant d'avoir eu la possibilité d'examiner la chose.

2. Cependant, dans le cas où le contrat prévoit le paiement contre documents, l'acheteur n'a pas le droit de refuser le paiement du prix pour la raison qu'il n'a pas eu la possibilité d'examiner la chose.

Article 73

1. Chacune des parties peut différer l'exécution de ses obligations toutes les fois que la situation économique de l'autre partie s'est révélée, postérieurement au contrat, si difficile qu'il y a de justes sujets de craindre que cette dernière n'exécute pas une partie essentielle de ses obligations.

2. Si le vendeur a déjà expédié la chose lorsque se révèle la situation économique de l'acheteur prévue à l'alinéa 1, il peut s'opposer à ce que la chose soit remise à l'acheteur, même si celui-ci détient déjà un document lui permettant de l'obtenir.

3. Cependant, le vendeur ne peut pas s'opposer à la remise si elle est demandée par un tiers porteur régulier d'un document lui permettant d'obtenir la chose, à moins que le document ne contienne des réserves concernant les effets de sa transmission ou que le vendeur n'établisse que le porteur, en acquérant le document, avait agi sciemment au détriment du vendeur.

SECTION II. — EXONERATION

Article 74

1. Lorsqu'une partie n'a pas exécuté une de ses obligations, elle n'est pas responsable de cette inexécution si elle prouve que celle-ci est due à des circonstances que, d'après les intentions des parties lors de la conclusion du contrat, elle n'était tenue ni de prendre en considération, ni d'éviter ou de surmonter; à défaut d'intention des parties, il faut rechercher les intentions qu'ont normalement des personnes raisonnables de même qualité placées dans une situation identique.

2. Si les circonstances sont telles qu'elles ne doivent produire qu'une inexécution temporaire, la partie en défaut sera cependant déchargée définitivement de son obligation si, par suite de l'ajournement de l'exécution, celle-ci se trouve si radicalement transformée qu'elle deviendrait l'exécution d'une obligation tout autre que celle qui avait été envisagée au contrat.

3. L'exonération prévue par cet article en faveur de l'une des parties n'empêche pas la résolution du con-

Article 72

1. Where the contract involves carriage of the goods and where delivery is, by virtue of paragraph 2 of Article 19, effected by handing over the goods to the carrier, the seller may either postpone despatch of the goods until he receives payment or proceed to despatch them on terms that reserve to himself the right of disposal of the goods during transit. In the latter case, he may require that the goods shall not be handed over to the buyer at the place of destination except against payment of the price and the buyer shall not be bound to pay the price until he has had an opportunity to examine the goods.

2. Nevertheless, when the contract requires payment against documents, the buyer shall not be entitled to refuse payment of the price on the ground that he has not had the opportunity to examine the goods.

Article 73

1. Each party may suspend the performance of his obligations whenever, after the conclusion of the contract, the economic situation of the other party appears to have become so difficult that there is good reason to fear that he will not perform a material part of his obligations.

2. If the seller has already despatched the goods before the economic situation of the buyer described in paragraph 1 of this Article becomes evident, he may prevent the handing over of the goods to the buyer even if the latter holds a document which entitles him to obtain them.

3. Nevertheless, the seller shall not be entitled to prevent the handing over of the goods if they are claimed by a third person who is a lawful holder of a document which entitles him to obtain the goods, unless the document contains a reservation concerning the effects of its transfer or unless the seller can prove that the holder of the document, when he acquired it, knowingly acted to the detriment of the seller.

SECTION II. — EXEMPTIONS

Article 74

1. Where one of the parties has not performed one of his obligations, he shall not be liable for such non-performance if he can prove that it was due to circumstances which, according to the intention of the parties at the time of the conclusion of the contract, he was not bound to take into account or to avoid or to overcome; in the absence of any expression of the intention of the parties, regard shall be had to what reasonable persons in the same situation would have intended.

2. Where the circumstances which gave rise to the non-performance of the obligation constituted only a temporary impediment to performance, the party in default shall nevertheless be permanently relieved of his obligation if, by reason of the relay, performance would be so radically changed as to amount to the performance of an obligation quite different from that contemplated by the contract.

3. The relief provided by this Article for one the parties shall not exclude the avoidance of the contract

trat en vertu de quelque autre disposition de la présente loi et ne prive l'autre partie d'aucun droit qu'elle possède en vertu de cette loi de réduire le prix, à moins que les circonstances qui justifient l'exonération n'aient été causées par l'autre partie ou par quelque autre personne dont elle est responsable.

SECTION III. — REGLES COMPLEMENTAIRES EN MATIERE DE RESOLUTION

A. *Causes complémentaires de résolution*

Article 75

1. Lorsque, dans les contrats à livraisons successives, l'inexécution par l'une des parties d'une obligation relative à une livraison donne à l'autre partie de justes sujets de craindre l'inexécution des obligations futures, elle peut, dans un bref délai, déclarer la résolution du contrat pour l'avenir.

2. L'acheteur peut en outre, dans le même délai, déclarer la résolution du contrat pour les livraisons futures, pour les livraisons déjà reçues, ou pour les unes et les autres, si, en raison de leur connexité, ces livraisons n'ont pas d'intérêt pour lui.

Article 76

Lorsqu'avant la date fixée pour l'exécution, il est manifeste qu'une partie commettra une contravention essentielle au contrat, l'autre partie peut déclarer la résolution de celui-ci.

Article 77

Lorsque le contrat est résolu en vertu de l'un des deux articles précédents, la partie qui a déclaré la résolution peut demander les dommages-intérêts prévus aux articles 84 à 87.

B. *Effets de la résolution*

Article 78

1. Par la résolution du contrat les deux parties sont libérées de leurs obligations, sous réserve des dommages-intérêts qui peuvent être dus.

2. Si une partie a exécuté le contrat totalement ou partiellement, elle peut réclamer la restitution de ce qu'elle a fourni. Si les deux parties sont en droit de exiger des restitutions, celles-ci doivent s'opérer simultanément.

Article 79

1. L'acheteur perd son droit de déclarer la résolution lorsqu'il lui est impossible de restituer la chose dans l'état où il l'a reçue.

2. L'acheteur peut cependant déclarer la résolution:

a) si la chose ou une partie de la chose a péri ou est détériorée par suite du défaut qui justifie la résolution;

b) si la chose ou une partie de la chose a péri ou est détériorée en conséquence de l'examen prescrit à l'article 38;

under some other provision of the present Law or deprive the other party of any right which he has under the present Law to reduce the price, unless the circumstances which entitled the first party to relief were caused by the act of the other party or of some person for whose conduct he was responsible.

SECTION III. — SUPPLEMENTARY RULES CONCERNING THE AVOIDANCE OF THE CONTRACT

A. *Supplementary grounds for avoidance*

Article 75

1. Where, in the case of contracts for delivery of goods by instalments, by reason of any failure by one party to perform any of his obligations under the contract in respect of any instalment, the other party has good reason to fear failure of performance in respect of future instalments, he may declare the contract avoided for the future, provided that he does so promptly.

2. The buyer may also, provided that he does so promptly, declare the contract avoided in respect of future deliveries or in respect of deliveries already made or both, if by reason of their interdependence such deliveries would be worthless to him.

Article 76

Where prior to the date fixed for performance of the contract it is clear that one of the parties will commit a fundamental breach of the contract, the other party shall have the right to declare the contract avoided.

Article 77

Where the contract has been avoided under Article 75 or Article 76, the party declaring the contract avoided may claim damages in accordance with Articles 84 to 87.

B. *Effects of avoidance*

Article 78

1. Avoidance of the contract releases both parties from their obligations thereunder, subject to any damages which may be due.

2. If one party has performed the contract either wholly or in part, he may claim the return of whatever he has supplied or paid under the contract. If both parties are required to make restitution, they shall do so concurrently.

Article 79

1. The buyer shall lose his right to declare the contract avoided where it is impossible for him to return the goods in the condition in which he received them.

2. Nevertheless, the buyer may declare the contract avoided:

a) if the goods or part of the goods have perished or deteriorated as a result of the defect which justifies the avoidance;

b) if the goods or part of the goods have perished or deteriorated as a result of the examination prescribed in Article 38;

c) si l'acheteur, avant la découverte du défaut de conformité, a consommé ou transformé une partie de la chose conformément à l'usage normal;

d) si l'impossibilité de restituer la chose ou de la restituer dans l'état où il l'a reçue n'est pas dû à son fait ou au fait d'une personne dont il est responsable;

e) si la détérioration ou la transformation est sans importance.

Article 80

L'acheteur qui a perdu le droit de déclarer la résolution du contrat en vertu de l'article précédent conserve tous les autres droits que lui reconnaît la présente loi.

Article 81

1. Lorsque le vendeur doit restituer le prix, il doit aussi les intérêts de ce prix, au taux fixé par l'article 83, à compter du jour du paiement.

2. L'acheteur doit au vendeur l'équivalent de tout profit ou avantage qu'il a retiré de la chose:

a) lorsqu'il doit la restituer en tout ou en partie;

b) lorsqu'il est dans l'impossibilité d'en restituer tout ou partie et que néanmoins le contrat est résolu.

Section IV. — REGLES COMPLEMENTAIRES EN MATIERE DE DOMMAGES-INTERETS

A. *Dommages-intérêts au cas où le contrat n'est pas résolu*

Article 82

Lorsque le contrat n'est pas résolu, les dommages-intérêts pour une contravention au contrat commise par une partie sont égaux à la perte subie et au gain manqué par l'autre partie. Ces dommages-intérêts ne peuvent être supérieurs à la perte subie et au gain manqué que la partie en défaut aurait dû prévoir lors de la conclusion du contrat, en considérant les faits qu'elle connaissait ou aurait dû connaître comme étant des conséquences possibles de la contravention au contrat.

Article 83

Lorsque la contravention au contrat consiste en un retard dans le paiement du prix, le vendeur aura droit en tous cas, sur les sommes non payées, à des intérêts moratoires à un taux égal au taux officiel d'escompte du pays où il a son établissement ou, à défaut d'établissement, sa résidence habituelle, augmenté de 1 %.

B. *Dommages-intérêts au cas où le contrat est résolu*

Article 84

1. En cas de résolution du contrat, lorsque la chose a un prix courant, les dommages-intérêts sont égaux à la différence entre le prix prévu au contrat et le prix courant au jour où le contrat est résolu.

c) if part of the goods have been consumed or transformed by the buyer in the course of normal use before the lack of conformity with the contract was discovered;

d) if the impossibility of returning the goods or of returning them in the condition in which they were received is not due to the act of the buyer of some other person for whose conduct he is responsible;

e) if the deterioration or transformation of the goods is unimportant.

Article 80

The buyer who has lost the right to declare the contract avoided by virtue of Article 79 shall retain all the other rights conferred on him by the present Law.

Article 81

1. Where the seller is under an obligation to refund the price, he shall also be liable for the interest thereon at the rate fixed by Article 83, as from the date of payment.

2. The buyer shall be liable to account to the seller for all benefits which he has derived from the goods or part of them, as the case may be:

a) where he is under an obligation to return the goods or part of them; or

b) where it is impossible for him to return the goods or part of them, but the contract is nevertheless avoided.

Section IV. — SUPPLEMENTARY RULES CONCERNING DAMAGES

A. *Damages where the contract is not avoided*

Article 82

Where the contract is not avoided, damages for a breach of contract by one party shall consist of a sum equal to the loss, including loss of profit, suffered by the other party. Such damages shall not exceed the loss which the party in breach ought to have foreseen at the time of the conclusion of the contract, in the light of the facts and matters which then were known or ought to have been known to him, as a possible consequence of the breach of the contract.

Article 83

Where the breach of contract consists of delay in the payment of the price, the seller shall in any event be entitled to interest on such sum as is in arrear at a rate equal to the official discount rate in the country where he has his place of business or, if he has no place of business, his habitual residence, plus 1 %.

B. *Damages where the contract is avoided*

Article 84

1. In case of avoidance of the contract, where there is a current price for the goods, damages shall be equal to the difference between the price fixed by the contract and the current price on the date on which the contract is avoided.

2. Pour le calcul des dommages-intérêts prévus à l'alinéa précédent, le prix courant à prendre en considération est celui du marché dans lequel la transaction a eu lieu, ou s'il n'y a pas de tel prix courant, ou si son application est peu appropriée, le prix du marché qui peut raisonnablement le remplacer, eu égard aux différences dans les frais de transport de la chose.

Article 85

Si l'acheteur a procédé à un achat de remplacement ou le vendeur à une vente compensatoire d'une manière raisonnable, ils peuvent obtenir la différence entre le prix du contrat et le prix de l'achat de remplacement ou de la vente compensatoire.

Article 86

Les dommages-intérêts prévus aux deux articles précédents peuvent être majorés de tous frais raisonnables effectivement encourus par suite de l'inexécution ou portés au montant de toute perte effectivement subie et tout gain manqué que la partie en défaut aurait dû prévoir lors de la conclusion du contrat, en considérant les faits qu'elle connaissait ou aurait dû connaître comme étant des conséquences possibles de la contravention au contrat.

Article 87

Si la chose n'a pas de prix courant, les dommages-intérêts sont calculés selon les règles de l'article 82.

C. *Dispositions générales concernant les dommages-intérêts*

Article 88

La partie qui invoque la contravention au contrat est tenue de prendre toutes les mesures raisonnables afin de diminuer la perte subie. Si elle néglige de le faire, l'autre partie peut demander la réduction des dommages-intérêts.

Article 89

En cas de dol ou de fraude, les dommages-intérêts seront déterminés par les règles applicables aux contrats de vente non régis par la présente loi.

SECTION V. — FRAIS

Article 90

Les frais de délivrance de la chose sont à la charge du vendeur; tous les frais postérieurs à la délivrance sont à la charge de l'acheteur.

SECTION VI. — GARDE DE LA CHOSE

Article 91

Lorsque l'acheteur tarde à prendre livraison de la chose ou à payer le prix, le vendeur est tenu de prendre les mesures raisonnables pour assurer la conservation de la chose; il a le droit de retenir celle-ci jusqu'à ce qu'il ait été indemnisé par l'acheteur de ses dépenses raisonnables.

2. In calculating the amount of damages under paragraph 1 of this Article, the current price to be taken into account shall be that prevailing in the market in which the transaction took place or, if there is no such current price or if its application is inappropriate, the price in a market which serves as a reasonable substitute, making due allowance for differences in the cost of transporting the goods.

Article 85

If the buyer has bought goods in replacement or the seller has resold goods in a reasonable manner, he may recover the difference between the contract price and the price paid for the goods bought in replacement or that obtained by the resale.

Article 86

The damages referred to in Articles 84 and 85 may be increased by the amount of any reasonable expenses incurred as a result of the breach or up to the amount of any loss, including loss of profit, which should have been foreseen by the party in breach, at the time of the conclusion of the contract, in the light of the facts and matters which were known or ought to have been known to him, as a possible consequence of the breach of the contract.

Article 87

If there is no current price for the goods, damages shall be calculated on the same basis as that provided in Article 82.

C. *General provisions concerning damages*

Article 88

The party who relies on a breach of the contract shall adopt all reasonable measures to mitigate the loss resulting from the breach. If he fails to adopt such measures, the party in breach may claim a reduction in the damages.

Article 89

In case of fraud, damages shall be determined by the rules applicable in respect of contracts of sale not governed by the present Law.

SECTION V. — EXPENSES

Article 90

The expenses of delivery shall be borne by the seller; all expenses after delivery shall be borne by the buyer.

SECTION VI. — PRESERVATION OF THE GOODS

Article 91

Where the buyer is in delay in taking delivery of the goods or in paying the price, the seller shall take reasonable steps to preserve the goods; he shall have the right to retain them until he has been reimbursed his reasonable expenses by the buyer.

Article 92

1. Lorsque la chose a été reçue par l'acheteur et que celui-ci entend la refuser, il doit prendre les mesures raisonnables pour assurer sa conservation; il a le droit de retenir celle-ci jusqu'à ce qu'il ait été indemnisé par le vendeur de ses dépenses raisonnables.

2. Lorsque la chose expédiée à l'acheteur a été mise à sa disposition au lieu de destination et que l'acheteur entend la refuser, il doit en prendre possession pour le compte du vendeur pourvu que cela puisse être fait sans paiement du prix et sans inconvénients ou frais déraisonnables. Cette disposition n'est pas applicable lorsque le vendeur est présent au lieu de destination, ou lorsqu'il existe en ce lieu une personne ayant qualité pour prendre la chose en charge pour son compte.

Article 93

La partie qui doit prendre des mesures pour assurer la conservation de la chose peut la déposer dans les magasins d'un tiers aux frais de l'autre partie, pourvu que les frais qui doivent en résulter ne soient pas déraisonnables.

Article 94

1. La partie qui, dans les cas prévus aux articles 91 et 92, doit prendre des mesures pour assurer la conservation de la chose, peut la vendre par tous moyens appropries, si l'autre partie a retardé déraisonnablement l'acceptation ou la reprise de la chose ou le paiement des frais de conservation, pourvu qu'elle lui ait donné un avis de son intention de vendre.

2. La partie qui vend la chose peut retenir du produit de la vente un montant égal aux frais raisonnables de conservation et de vente de la chose, et elle doit transmettre le surplus à l'autre.

Article 95

Lorsque, dans les cas prévus aux articles 91 et 92, la chose est sujette à une perte ou à une détérioration rapide ou lorsque sa garde entraînerait des frais déraisonnables, la partie à qui incombe la conservation est tenue de faire vendre la chose comme il est prévu à l'article précédent.

CHAPITRE VI

TRANSFERT DES RISQUES

Article 96

Lorsque les risques sont transférés à l'acheteur, celui-ci est tenu de payer le prix nonobstant la perte ou la détérioration de la chose, à moins que ces événements ne soient dus au fait du vendeur ou d'une personne dont il est responsable.

Article 97

1. Les risques sont transférés à l'àcheteur à compter de la délivrance de la chose effectuée dans les conditions prévues au contrat et à la présente loi.

2. Au cas de rem se d'une chose non conforme au contrat, les risques sont transférés à l'acheteur à comp-

Article 92

1. Where the goods have been received by the buyer, he shall take reasonable steps to preserve them if he intends to reject them; he shall have the right to retain them until he has been reimbursed his reasonable expenses by the seller.

2. Where goods despatched to the buyer have been put at his disposal at their place of destination and he exercises the right to reject them, he shall be bound to take possession of them on behalf of the seller, provided that this may be done without payment of the price and without unreasonable inconvenience or unreasonable expense. This provision shall not apply where the seller or a person authorised to take charge of the goods on his behalf is present at such destination.

Article 93

The party who is under an obligation to take steps to preserve the goods may deposit them in the warehouse of a third person at the expense of the other party provided that the expense incurred is not unreasonable.

Article 94

1. The party who, in the cases to which Articles 91 and 92 apply, is under an obligation to take steps to preserve the goods may sell them by any appropriate means, provided that there has been unreasonable delay by the other party in accepting them or taking them back or in paying the cost of preservation and provided that due notice has been given to the other party of the intention to sell.

2. The party selling the goods shall have the right to retain out of the proceeds of sale an amount equal to the reasonable costs of preserving the goods and of selling them and shall transmit the balance to the other party.

Article 95

Where, in the cases to which Articles 91 and 92 apply, the goods are subject to loss or rapid deterioration or their preservation would involve unreasonable expense, the party under the duty to preserve them is bound to sell them in accordance with Article 94.

CHAPTER VI

PASSING OF THE RISK

Article 96

Where the risk has passed to the buyer, he shall pay the price notwithstanding the loss or deterioration of the goods, unless this is due to the act of the seller or of some other person for whose conduct the seller is responsible.

Article 97

1. The risk shall pass to the buyer when delivery of the goods is effected in accordance with the provisions of the contract and the present Law.

2. In the case of the handing over of goods which are not in conformity with the contract, the risk shall

ter de la remise effectuée, abstraction faite de la non-conformité de la chose, dans les conditions prévues au contrat et à la présente loi, lorsque l'acheteur n'a ni déclaré la résolution du contrat ni demandé le remplacement de la chose.

Article 98

1. Lorsque la remise de la chose est retardée du fait d'une contravention de l'acheteur à ses obligations, les risques sont transférés à l'acheteur à compter de la dernière date où, sans cette contravention, la remise aurait pu être effectuée conformément au contrat.

2. Lorsque la vente porte sur des choses de genre, le retard de l'acheteur ne lui transfère les risques que si le vendeur a mis à part des choses manifestement réservées pour l'exécution du contrat et lui a expédié un avis l'en informant.

3. Lorsque les choses de genre sont de nature telle que le vendeur ne puisse pas en mettre une partie de côté en attendant que livraison ait été prise par l'acheteur, il suffira que le vendeur ait accompli tous les actes qui sont nécessaires pour que l'acheteur soit mis dans la possibilité de prendre livraison.

Article 99

1. Si la vente a pour objet une chose en cours de voyage par mer, les risques sont assumés par l'acheteur a partir du moment de la remise de la chose au transporteur.

2. Si, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur savait ou aurait dû savoir que la chose avait péri ou avait été détériorée, les risques continuent à lui incomber jusqu'au moment de la conclusion du contrat.

Article 100

Si, dans un cas prévu à l'article 19, alinéa 3, le vendeur, au moment d'adresser l'avis ou le document spécifiant la chose, savait ou aurait dû savoir que la chose avait péri ou avait été détériorée après la remise au transporteur, les risques continuent à incomber au vendeur jusqu'au moment où il a adressé l'avis ou le document.

Article 101

Le transfert des risques n'est pas nécessairement lié à la stipulation d'une clause relative aux frais.

pass to the buyer from the moment when the handing over has, apart from the lack of conformity, been effected in accordance with the provisions of the contract and of the present Law, where the buyer has neither declared the contract avoided nor required goods in replacement.

Article 98

1. Where the handing over of the goods is delayed owing to the breach of an obligation of the buyer, the risk shall pass to the buyer as from the last date when, apart from such breach, the handing over could have been made in accordance with the contract.

2. Where the contract relates to a sale of unascertained goods, delay on the part of the buyer shall cause the risk to pass only when the seller has set aside goods manifestly appropriated to the contract and has notified the buyer that this has been done.

3. Where unascertained goods are of such a kind that the seller cannot set aside a part of them until the buyer takes delivery, it shall be sufficient for the seller to do all acts necessary to enable the buyer to take delivery.

Article 99

1. Where the sale is of goods in transit by sea, the risk shall be borne by the buyer as from the time at which the goods were handed over to the carrier.

2. Where the seller, at the time of the conclusion of the contract, knew or ought to have known that the goods had been lost or had deteriorated, the risk shall remain with him until the time of the conclusion of the contract.

Article 100

If, in a case to which paragraph 3 of Article 19 applies, the seller, at the time of sending the notice or other document referred to in that paragraph, knew or ought to have known that the goods had been lost or had deteriorated after they were handed over to the carrier, the risk shall remain with the seller until the time of sending such notice or document.

Article 101

The passing of the risk shall not necessarily be determined by the provisions of the contract concerning expenses.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B.: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, e cioè i testi francese e inglese qui sopra riportati.

Convenzione relativa alla legge uniforme sulla vendita internazionale di cose mobili materiali

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

Desiderosi di instaurare una legge uniforme sulla vendita internazionale di cose mobili materiali,

Hanno deciso di concludere a tal fine una Convenzione e si sono accordati sulle seguenti disposizioni:

Articolo I

1. Ciascuno degli Stati contraenti s'impegna a introdurre nella propria legislazione, conformemente al proprio ordinamento costituzionale, non oltre la data dell'entrata in vigore nei suoi riguardi della presente Convenzione, la Legge uniforme sulla vendita internazionale di cose mobili materiali (qui appresso denominata « legge uniforme ») allegata alla presente Convenzione.

2. Ciascuno degli Stati contraenti potrà introdurre la legge uniforme nella propria legislazione sia nel testo autentico sia tradotta nella propria o nelle proprie lingue ufficiali.

3. Ciascuno degli Stati contraenti è tenuto a comunicare al Governo dei Paesi Bassi i testi che, in applicazione della presente Convenzione, saranno stati introdotti nella propria legislazione.

Articolo II

1. Due o più Stati contraenti possono dichiarare di essere d'accordo nel non considerarsi come Stati diversi per quanto concerne la condizione relativa al centro degli affari o alla residenza abituale di cui all'art. 1, 1° e 2° comma della legge uniforme, in quanto essi applicano alle vendite che, in difetto di una tale dichiarazione sarebbero state disciplinate dalla legge uniforme, delle norme giuridiche identiche o simili.

2. Ciascuno degli Stati contraenti può dichiarare di non considerare come Stato diverso rispetto a se stesso, per quanto concerne la condizione relativa al centro degli affari o alla residenza abituale di cui al precedente comma, uno o più Stati non contraenti, in quanto questi ultimi Stati applicano alle vendite che, in difetto di una tale dichiarazione, sarebbero state disciplinate dalla legge uniforme, delle norme giuridiche identiche o simili alle proprie.

3. In caso di ratifica o di adesione successiva di uno Stato, nei cui confronti è stata resa una dichiarazione in base al precedente comma, detta dichiarazione conserva la sua validità a meno che lo Stato ratificante o aderente dichiari di non accettarla.

4. Le dichiarazioni previste ai comma 1, 2 e 3 del presente articolo possono essere rese dagli Stati interessati all'atto del deposito del loro strumento di ratifica o di adesione o in qualsiasi momento successivo e debbono essere indirizzate al Governo dei Paesi Bassi. Esse avranno effetto dopo tre mesi dalla data in cui il Governo dei Paesi Bassi le avrà ricevute o, qualora allo spirare di detto termine la presente Convenzione non sia ancora entrata in vigore, nei riguardi dello Stato interessato, dalla data della entrata in vigore di questa ultima.

Articolo III

In deroga all'art. 1 della legge uniforme, ciascuno degli Stati contraenti può dichiarare mediante atto da notificarsi al Governo dei Paesi Bassi all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione, che esso non applicherà la legge uniforme che nel caso in cui le parti del contratto di vendita abbiano il centro dei loro affari o, in difetto di questo, la loro residenza abituale nel territorio di diversi Stati contraenti, e inserire, in conseguenza, la parola « contraenti » dopo la parola « Stati », là dove quest'ultima figura per la prima volta al 1° comma dell'art. 1 della legge uniforme.

Articolo IV

1. Ciascuno Stato che abbia ratificato una o più Convenzioni sui conflitti di leggi in materia di vendita internazionale di cose mobili materiali, o che vi abbia aderito, può dichiarare, con atto notificato al Governo dei Paesi Bassi all'atto del deposito dell'istrumento di ratifica o di adesione, che esso non applicherà la legge uniforme, nei casi previsti da una di dette Convenzioni, se non quando detta legge è applicabile per effetto di detta Convenzione.

2. Gli Stati che renderanno la predetta dichiarazione indicheranno al Governo dei Paesi Bassi le Convenzioni alle quali essa si riferisce.

Articolo V

Ciascuno Stato può dichiarare, con atto notificato al Governo dei Paesi Bassi, al momento del deposito dello strumento di ratifica o di adesione, che esso applicherà la legge uniforme solo quando le parti avranno, in virtù dell'art. 4 della legge uniforme, prescelto la legge uniforme come legge applicabile al contratto.

Articolo VI

Ciascuno Stato che abbia reso una dichiarazione conformemente all'art. 11, 1° e 2° comma, o agli articoli III, IV e V della presente Convenzione, può, in qualsiasi momento, revocarla con atto notificato al Governo dei Paesi Bassi. Questa revoca sortirà effetto dopo tre mesi dalla data in cui il Governo dei Paesi Bassi avrà ricevuto la notificazione; in caso di dichiarazione resa in conformità all'articolo II, 1° comma, detta revoca, dal momento in cui acquisterà efficacia, renderà caduca ogni dichiarazione reciproca resa da un altro Stato.

Articolo VII

1. Quando, secondo le norme della legge uniforme, una parte ha diritto di esigere dall'altra l'adempimento in natura di una obbligazione, l'autorità giudiziaria sarà tenuta a disporre l'adempimento in natura o a rendere esecutiva una sentenza che disponga l'adempimento in natura solo nel caso in cui possa farlo secondo il proprio ordinamento rispetto a contratti di vendita simili non disciplinati dalla legge uniforme.

2. Le disposizioni del comma precedente non incidono sulle obbligazioni che gli Stati contraenti hanno assunto in forza di convenzioni, concluse o da concludere, in materia di riconoscimento ed esecuzione di sentenze, lodi arbitrali ed altri titoli esecutivi.

Articolo VIII

1. La presente Convenzione sarà aperta alla firma degli Stati rappresentati alla Conferenza dell'Aja del 1964 sull'unificazione del diritto in materia di vendita internazionale, sino al 31 dicembre 1965.

2. La presente Convenzione sarà ratificata.

3. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo dei Paesi Bassi.

Articolo IX

1. La presente Convenzione sarà aperta all'adesione di tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o delle istituzioni specializzate delle Nazioni Unite.

2. Gli istrumenti di adesione saranno depositati presso il Governo dei Paesi Bassi.

Articolo X

1. La presente Convenzione entrerà in vigore dopo sei mesi dalla data in cui sarà stato depositato il quinto strumento di ratifica o di adesione.

2. Nei confronti degli Stati che la ratificheranno o vi aderiranno dopo il deposito del quinto strumento di ratifica o di adesione, la presente Convenzione entrerà in vigore dopo sei mesi dal deposito del rispettivo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo XI

Ciascuno Stato applicherà le disposizioni che saranno state introdotte nella sua legislazione in virtù della presente Convenzione ai contratti di vendita ai quali si applica la legge uniforme e che siano stati conclusi dopo l'entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti.

Articolo XII

1. Ciascuno Stato contraente potrà denunciare la presente Convenzione mediante atto notificato a tale effetto al Governo dei Paesi Bassi.

2. La denuncia avrà effetto dopo dodici mesi dalla data in cui il Governo dei Paesi Bassi ne avrà ricevuto la notificazione.

Articolo XIII

1. Ciascuno Stato potrà, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione, e in qualsiasi momento successivo, dichiarare, con atto notificato al Governo dei Paesi Bassi, che la presente Convenzione si applicherà a tutti i territori dei quali esso cura le relazioni internazionali o a parte di essi. Tale dichiarazione avrà effetto dopo sei mesi dalla data alla quale il Governo dei Paesi Bassi ne avrà ricevuto la notificazione o, se allo spirare di tale termine la Convenzione non sarà ancora entrata in vigore, dalla data dell'entrata in vigore della medesima.

2. Ciascuno Stato contraente che abbia reso una dichiarazione in conformità al comma precedente, potrà, a' sensi dell'art. XII, denunciare la Convenzione per quanto riguarda tutti i territori interessati o parte di essi.

Articolo XIV

1. Dopo tre anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione ciascuno Stato contraente potrà, con atto notificato al Governo dei Paesi Bassi, richiedere la convocazione di una Conferenza allo scopo di rivedere la Convenzione o il suo allegato. Il Governo dei Paesi Bassi notificherà tale richiesta a tutti gli Stati contraenti e convocherà una Conferenza di revisione, qualora, nel termine di sei mesi decorrente dalla data di detta notificazione, almeno un quarto degli Stati contraenti gli abbiano notificato il loro assenso.

2. Gli Stati invitati a tale conferenza, all'infuori degli Stati contraenti, avranno veste d'osservatori a meno che gli Stati contraenti non decidano altrimenti in seno alla Conferenza, a maggioranza di voti. Gli osservatori disporranno di tutti i diritti inerenti alla partecipazione alla Conferenza, salvo il diritto di voto.

3. Il Governo dei Paesi Bassi inviterà ciascuno Stato partecipante a detta Conferenza a presentare le proposte che esso desideri veder esaminate da quest'ultima. Il Governo dei Paesi Bassi comunicherà a ciascuno Stato invitato l'ordine del giorno provvisorio della Conferenza, nonchè il testo di tutte le proposte presentate.

4. Il Governo dei Paesi Bassi comunicherà all'Istituto Internazionale per l'unificazione del diritto privato le proposte di revisione che gli siano state indirizzate a' sensi del 3° comma del presente articolo.

Articolo XV

Il Governo dei Paesi Bassi notificherà agli Stati firmatari e aderenti ed all'Istituto Internazionale per la unificazione del diritto privato:

a) le comunicazioni ricevute a' sensi del 3° comma dell'art. I;

b) le dichiarazioni e le notificazioni fatte a' sensi degli articoli I, II, III, V e VI;

c) le ratifiche e adesioni a' sensi degli articoli VIII e IX;

d) le date d'entrata in vigore della presente Convenzione a' sensi dell'art. X;

e) le denunzie ricevute a' sensi dell'art. XII;

f) le notificazioni ricevute a' sensi dell'art. XIII.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTA all'Aja, il primo luglio 1964, nella lingua francese ed inglese, i due testi facenti ugualmente fede.

L'originale della presente Convenzione sarà depositato presso il Governo dei Paesi Bassi, che ne trasmetterà copie certificate conformi a ciascuno degli Stati firmatari e aderenti e all'Istituto Internazionale per l'unificazione del diritto privato.

ALLEGATO

Legge uniforme sulla vendita internazionale di cose mobili materiali

CAPITOLO I

SFERA D'APPLICAZIONE DELLA LEGGE

Articolo 1

1. Le disposizioni della presente legge si applicano ai contratti di vendita di cose mobili materiali quando le parti abbiano il centro dei propri affari sul territorio di Stati diversi, e a condizione che ricorra uno dei casi seguenti:

a) quando risulta dal contratto che la cosa venduta formerà od ha già formato oggetto, al momento della sua conclusione, di un trasporto dal territorio di uno Stato a quello di altro Stato;

b) quando gli atti costituenti la proposta e l'accettazione sono stati compiuti sul territorio di Stati diversi;

c) quando la consegna della cosa deve effettuarsi nel territorio di uno Stato diverso da quello in cui sono stati compiuti gli atti costituenti proposta e accettazione.

2. Quando una delle parti non ha un centro dei propri affari sarà tenuta in considerazione la sua residenza abituale.

3. La nazionalità delle parti è irrilevante ai fini della applicazione della presente legge.

4. Nei contratti per corrispondenza, la proposta e la accettazione si considerano compiute nel territorio dello stesso Stato quando le lettere, i telegrammi od altri documenti con cui esse sono state comunicate sono stati spediti e ricevuti nel territorio di detto Stato.

5. Non si considerano come « Stati diversi », per quanto concerne il centro degli affari o la residenza abituale delle parti, quegli Stati che avranno reso, a tale effetto, una dichiarazione valida a' termini dell'art. II della Convenzione 1° luglio 1964 relativa alla legge uniforme sulla vendita internazionale di cose mobili materiali, e semprechè tale dichiarazione sia tuttora valida.

Articolo 2

Ai fini dell'applicazione della presente legge, e salvo i casi in cui questa disponga altrimenti, restano escluse le norme di diritto internazionale privato.

Articolo 3

Le parti contraenti possono escludere del tutto od in parte l'applicazione della presente legge. Tale esclusione può essere espressa o tacita.

Articolo 4

La presente legge è altresì applicabile quando le parti l'abbiano prescelta come legge del contratto in quanto essa non contrasti con le norme imperative che sarebbero applicabili ove i contraenti non avessero prescelto la legge uniforme indipendentemente dalla circostanza che le parti stesse abbiano o meno il centro dei propri affari, o la residenza abituale, nel territorio di Stati diversi e che detti Stati siano o meno parti alla Convenzione del 1° luglio 1964 relativa alla legge uniforme sulla vendita internazionale di cose mobili materiali.

Articolo 5

1. La presente legge non si applica alle vendite di:

a) valori mobiliari, titoli di credito e monete;

b) navi destinate alla navigazione marittima ed interna e aeromobili registrati o da registrare;

c) energia elettrica;

d) giudiziarie od a seguito di esecuzione forzata.

2. Essa non deroga alle norme di carattere imperativo previste dalla legge nazionale ai fini della protezione del compratore, nelle vendite a rate.

Articolo 6

Sono assimilati alle vendite, ai sensi della presente legge, i contratti aventi per oggetto la fornitura di cose mobili materiali da fabbricare o da produrre, a meno che il committente non siasi obbligato a fornire una parte essenziale delle materie necessarie alla fabbricazione o produzione.

Articolo 7

La presente legge disciplina la vendita indipendentemente dal carattere commerciale o civile delle parti o del contratto.

Articolo 8

La presente legge disciplina esclusivamente le obbligazioni nascenti dal contratto di compravendita nei rapporti fra venditore e compratore. Restano escluse, in particolare, salvo formale eccezione, le materie concernenti la formazione del contratto o gli effetti che la sua conclusione può produrre sulla proprietà della cosa venduta, la validità del contratto o delle clausole in esso contenute, nonchè degli usi.

CAPITOLO II

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 9

1. Le parti contraenti sono vincolate dagli usi ai quali si sono espressamente o tacitamente riferite e dalla pratica che si è instaurata nei loro reciproci rapporti.

2. Sono altresì vincolate dagli usi che persone di normale diligenza e della stessa condizione, poste nella medesima situazione dei contraenti considerano generalmente applicabili ai loro contratti. In caso di contraddizione fra gli usi e la presente legge, prevalgono gli usi, salvo che le parti non dispongano diversamente.

3. Quando siano impiegati termini, clausole o formulari in uso nel commercio, essi devono essere interpretati nel senso che viene loro abitualmente attribuito dai ceti commerciali interessati.

Articolo 10

L'inadempimento del contratto è considerato essenziale, ai fini dell'applicazione della presente legge, ogni qualvolta la parte inadempiente sapeva o avrebbe dovuto sapere, al momento della conclusione del contratto, che una persona di normale diligenza e della stessa condizione trovantesi nella situazione dell'altro contraente, non avrebbe concluso il contratto se avesse potuto prevedere tale inadempimento ed i suoi effetti.

Articolo 11

Con l'espressione « breve termine » entro il quale un atto deve essere compiuto, la presente legge intende il termine più breve possibile, a seconda delle circostanze, dal momento in cui l'atto può essere compiuto impiegando una normale diligenza.

Articolo 12

Con l'espressione « prezzo corrente » la presente legge intende il prezzo del mercato che risulta da una quotazione ufficiale o, in difetto di tale quotazione, da elementi atti a determinare il prezzo secondo gli usi del mercato.

Articolo 13

Nei casi in cui la presente legge usa l'espressione: « un contraente ha saputo o avrebbe dovuto sapere » ovvero « un contraente ha conosciuto od avrebbe dovuto

conoscere » od altra espressione analoga, questa deve intendersi riferita a ciò che avrebbe dovuto sapere o conoscere una persona di normale diligenza e della stessa condizione posta nella stessa situazione.

Articolo 14

Le comunicazioni previste dalla presente legge verranno fatte valendosi dei mezzi che sono normali in simili circostanze.

Articolo 15

Per il contratto di vendita non è prescritta alcuna forma. Esso può essere provato anche per testimoni.

Articolo 16

Quando una delle parti ha diritto, secondo le disposizioni della presente legge, di esigere dall'altra l'esecuzione di un'obbligazione, l'autorità giudiziaria non sarà tenuta ad accordare l'esecuzione in forma specifica nè a riconoscere una sentenza che accordi l'esecuzione in forma specifica se non in conformità delle disposizioni dell'art. VII della Convenzione del 1° luglio 1964 relativa alla legge uniforme sulla vendita internazionale di cose mobili materiali.

Articolo 17

Le questioni che, pur riguardando le materie disciplinate dalla presente legge, non siano espressamente regolate dalla medesima verranno regolate dai principi generali che la informano.

Capitolo III

OBBLIGAZIONI DEL VENDITORE

Articolo 18

Il venditore si obbliga ad effettuare la consegna della cosa e, ove occorra, dei documenti, ed a trasferire la proprietà, nelle condizioni previste dal contratto e dalla presente legge.

Sezione I. — CONSEGNA DELLA COSA

Articolo 19

1. La consegna consiste nella messa a disposizione di una cosa conforme al contratto.

2. Quando un contratto implica un trasporto della cosa, se non è stato convenuto altro luogo per la consegna, questa si perfeziona con la rimessa della cosa al vettore perchè la trasmetta al compratore.

3. Quando la cosa rimessa al vettore non era destinata in modo manifesto all'esecuzione del contratto mediante apposizione di un indirizzo o altrimenti, il venditore deve, oltre a rimettere la cosa, inviare al compratore un avviso di spedizione e, all'occorrenza, un documento idoneo ad individuare la cosa.

Sotto-sezione I

Obbligazioni del venditore relative al tempo ed al luogo della consegna

A. *Tempo della consegna*

Articolo 20

Quando la data della consegna è stata fissata dalle parti o risulta dagli usi, il venditore è tenuto a consegnare la cosa a quella data, senz'altra formalità, a condizione che la data così fissata sia determinata o determinabile secondo il calendario, o che essa sia legata ad un evento certo e che le parti possano conoscere esattamente il giorno in cui questo si verifica.

Articolo 21

Quando risulta dal contratto o dagli usi che la consegna debba effettuarsi nel corso di un determinato periodo di tempo (in un dato mese, in una data stagione), spetta al venditore di fissare la data esatta della consegna, a meno che non risulti dalle circostanze che tale potere è stato riservato al compratore.

Articolo 22

Quando la data della consegna non è stata fissata, ai sensi degli articoli 20 e 21, il venditore deve consegnare la cosa entro un congruo termine dalla conclusione del contratto, avendo riguardo alla natura della cosa ed alle circostanze del caso.

B. *Luogo della consegna*

Articolo 23

1. Quando il contratto di vendita non implica il trasporto della cosa, il venditore deve consegnarla nel luogo in cui aveva, al momento della conclusione del contratto, il centro dei propri affari o, in mancanza di questo, la sua residenza abituale.

2. Se la vendita ha per oggetto una cosa individuata e se le parti conoscono il luogo dove questa si trova al momento della conclusione del contratto, il venditore deve consegnare la cosa in detto luogo. Ciò vale anche per le vendite di cose in genere da prelevarsi da una massa determinata, o di cose che debbano essere fabbricate o prodotte in un luogo noto alle parti al momento della conclusione del contratto.

C. *Sanzioni per l'inadempimento delle obbligazioni del venditore circa il tempo e il luogo della consegna*

Articolo 24

1. Se il venditore non ha adempiuto le obbligazioni relative al tempo ed al luogo della consegna, il compratore ha diritto, secondo le disposizioni degli articoli 25 a 32:

a) di esigere dal venditore l'adempimento in natura del contratto;

b) di dichiarare la risoluzione del medesimo.

2. Il compratore può inoltre ottenere il risarcimento del danno a' sensi dell'articolo 82 o degli articoli 84 a 87.

3. In nessun caso il venditore potrà chiedere alla autorità giudiziaria un termine di grazia.

Articolo 25

Il compratore non può esigere dal venditore l'adempimento in natura se la vendita cade su cosa per la quale è di uso ed è normalmente possibile l'acquisto sul mercato per conto del venditore. In tal caso il contratto è risolto di diritto dalla data in cui tale acquisto deve essere effettuato.

a) *Sanzioni relative al tempo della consegna*

Articolo 26

1. Se la mancata consegna alla data stabilita costituisce inadempimento essenziale, il compratore ha la facoltà o di esigere l'adempimento in natura o di dichiarare risolto il contratto. Esso deve rendere nota al venditore la soluzione prescelta entro un congruo termine; ove a ciò non provveda il contratto si risolverà di pieno diritto.

2. Se il venditore richiede al compratore di rendergli nota la sua decisione o quest'ultimo non gli risponde entro un breve termine, il contratto è risolto di pieno diritto.

3. Se il venditore ha effettuata la consegna prima che il compratore gli abbia reso nota la sua decisione, e se il compratore non dichiara risolto il contratto entro un breve termine, non può più farsi luogo alla risoluzione del contratto.

4. Se il compratore ha prescelto l'adempimento in natura del contratto e non l'ha ottenuto entro un congruo termine, esso può dichiarare risolto il contratto.

Articolo 27

1. Se la mancata consegna alla data stabilita non costituisce inadempimento essenziale, il venditore conserva il diritto di effettuare la consegna ed il compratore quello di esigere dal venditore l'adempimento in natura.

2. Il compratore può tuttavia assegnare al venditore un nuovo termine di congrua durata. La mancata consegna entro detto termine costituisce inadempimento essenziale.

Articolo 28

La mancata consegna alla data stabilita costituisce inadempimento essenziale quando si tratti di cose aventi un prezzo di mercato su mercati ai quali il compratore può rivolgersi per procurarsele.

Articolo 29

Qualora il venditore offra la consegna della cosa prima della data stabilita, il compratore ha la facoltà o di accettarla o di rifiutarla; ove l'accetti, può riservarsi il diritto di richiedere il risarcimento del danno di cui all'art. 82.

b) *Sanzioni riguardanti l'inadempimento relativo al luogo della consegna*

Articolo 30

1. Se la mancata consegna nel luogo stabilito costituisce inadempimento essenziale e se la mancata consegna alla data stabilita costituisca anch'essa inadempimento essenziale il compratore ha la facoltà di esigere dal venditore l'adempimento in natura del contratto o dichiararlo risolto. Esso deve rendere nota al venditore la soluzione prescelta entro un congruo termine; ove a ciò non provveda il contratto è risolto di pieno diritto.

2. Se il venditore richiede al compratore di rendergli nota la sua decisione e quest'ultimo non gli risponde entro un breve termine il contratto è risolto di pieno diritto.

3. Se il venditore trasporta la cosa sino al luogo convenuto prima che il compratore gli abbia resa nota la sua decisione e se il compratore stesso non dichiara risolto il contratto entro un breve termine, non può più farsi luogo alla risoluzione del contratto.

Articolo 31

1. All'infuori dei casi previsti dall'articolo precedente, il venditore conserva il diritto di effettuare la consegna nel luogo convenuto ed il compratore quello di esigere dal venditore l'adempimento in natura del contratto.

2. Il compratore può, tuttavia, assegnare al venditore un nuovo termine di congrua durata. La mancata consegna entro detto termine costituisce inadempimento essenziale.

Articolo 32

1. Quando la consegna si perfeziona col rimettere la cosa al vettore, se tale atto è stato compiuto in un luogo diverso da quello stabilito, il compratore può dichiarare risolto il contratto semprechè la mancata consegna nel luogo stabilito costituisca inadempimento essenziale. Egli perde tuttavia questo diritto quando non abbia dichiarato la risoluzione entro un breve termine.

2. Il compratore può esercitare lo stesso diritto nei casi previsti dal precedente comma ed alle stesse condizioni quando la cosa è stata spedita ad un luogo diverso da quello stabilito.

3. Se la spedizione da un luogo o ad un luogo diverso da quello stabilito non costituisce inadempimento essenziale, il compratore può solo domandare il risarcimento del danno a' sensi dell'art. 82.

Sotto-sezione II

OBBLIGAZIONI DEL VENDITORE CIRCA LA CONFORMITÀ DELLA COSA VENDUTA

A. *Difetto di conformità*

Articolo 33

1. Il venditore non ha adempiuto la propria obbligazione di consegnare la cosa nei casi seguenti:

a) quando non ha dato che una parte della cosa venduta o una quantità diversa in più o in meno di quella che aveva promesso nel contratto;

b) quando ha dato una cosa diversa da quella prevista nel contratto o una di altra specie;

c) quando ha dato una cosa non conforme al campione o modello consegnato o inviato al compratore, a meno che questo non sia stato presentato a titolo meramente indicativo e senza impegno di conformità;

d) quando ha dato una cosa che non possiede le qualità necessarie per l'uso normale cui è destinata o per il suo impiego commerciale;

e) quando ha dato una cosa che non possiede le qualità necessarie per un uso particolare previsto espressamente o tacitamente dal contratto;

f) e, in via generale, quando ha dato una cosa che non possiede le qualità e caratteristiche previste, espressamente o tacitamente, dal contratto.

2. La differenza di quantità, la mancanza di una parte, di una qualità o di una caratteristica non producono effetti ove esse siano irrilevanti.

Articolo 34

Nei casi previsti dall'articolo precedente i diritti attribuiti al compratore dalla presente legge escludono il ricorso ad ogni altro rimedio fondato su un difetto di conformità della cosa.

Articolo 35

1. La conformità al contratto si stabilisce avendo riguardo allo stato della cosa al momento del trasferimento dei rischi. Tuttavia, se in conseguenza di una dichiarazione di risoluzione o per effetto dell'acquisto a spese del venditore il trasferimento dei rischi non avviene, la conformità si determina tenendo conto dello stato della cosa al momento in cui i rischi si sarebbero trasferiti ove la cosa fosse stata conforme al contratto.

2. Il venditore risponde delle conseguenze del difetto di conformità sopravvenute posteriormente al momento indicato al comma precedente, se tale difetto è dovuto al fatto del venditore o di persona di cui esso è responsabile.

Articolo 36

Il venditore non risponde delle conseguenze dei difetti di conformità previsti all'art. 33, comma 1°, lettere *d*), *e*) ed *f*), se, al momento della conclusione del contratto, il compratore conosceva tali difetti o avrebbe dovuto conoscerli.

Articolo 37

Nel caso di consegna anticipata, il venditore conserva, fino alla data fissata per la consegna, il diritto di consegnare sia la parte o la quantità mancante sia nuove cose conformi al contratto, o di riparare il difetto delle cose consegnate, sempreché tali operazioni non causino al compratore inconvenienti o spese eccessive.

B. *Constatazione e denunzia del difetto di conformità*

Articolo 38

1. Il compratore deve esaminare la cosa, o farla esaminare entro un breve termine.

2. Se la cosa forma oggetto di un trasporto l'esame deve essere effettuato nel luogo di destinazione.

3. Se la cosa è rispedita dal compratore senza trasbordo e se il venditore, al momento della conclusione del contratto, conosceva o doveva conoscere la possibilità di questa rispedizione, l'esame della cosa può essere differito fino all'arrivo di questa alla nuova destinazione.

4. Le modalità di tale esame sono regolate dagli accordi fra le parti o, in mancanza di questi, dalla legge o dagli usi del luogo in cui l'esame stesso deve venire effettuato.

Articolo 39

1. Il compratore decade dal diritto di avvalersi del difetto di conformità della cosa se non lo ha denunciato al venditore entro un breve termine a partire dal momento in cui l'ha constatato o avrebbe dovuto constatarlo. Nel caso, tuttavia, che si renda successivamente palese un difetto che non poteva essere rilevato dall'esame previsto dal precedente articolo, il compratore può avvalersi di tale difetto a condizione che ne informi il venditore entro un breve termine dalla scoperta del difetto stesso. In ogni caso esso decade dal diritto di avvalersi di un difetto di conformità qualora non lo abbia denunziato entro il termine di due anni dalla data della consegna della cosa, sempreché non siasi stipulata una clausola di garanzia che copra detto difetto per un periodo più lungo.

2. Il compratore che denunzi il difetto di conformità deve precisarne la natura ed invitare il venditore ad esaminare la cosa od a farla esaminare da un proprio rappresentante.

3. Ove la comunicazione di cui al 1° comma sia stata inviata per lettera, telegramma, o qualsiasi altro mezzo appropriato, la circostanza che essa sia stata ritardata o non sia pervenuta a destinazione non priva il compratore del diritto di avvalersene.

Articolo 40

Il venditore non può invocare le disposizioni degli articoli 38 e 39 quando il difetto di conformità è in relazione a fatti che esso conosceva o doveva conoscere e che non ha reso noti.

C. *Sanzioni per il difetto di conformità*

Articolo 41

1. Il compratore che ha regolarmente denunziato il difetto di conformità può, nei modi previsti dagli articoli 42 a 46:

a) o esigere dal venditore l'adempimento in natura del contratto;

b) o dichiarare la risoluzione del medesimo;

c) o ridurre il prezzo.

2. Il compratore può anche ottenere il risarcimento del danno a' sensi dell'art. 82 o degli articoli 84 a 87.

Articolo 42

1. Il compratore può esigere dal venditore l'adempimento in natura del contratto:

a) se la vendita ha per oggetto una cosa che il venditore doveva produrre o fabbricare: mediante la riparazione dei difetti a condizione che il venditore abbia la possibilità di ripararli;

b) se la vendita ha per oggetto una cosa determinata: mediante la consegna della cosa pattuita o della parte mancante della medesima;

c) se la vendita ha per oggetto cose di genere: mediante la consegna di nuove cose conformi al contratto o della parte, o della quantità mancante, sempreché, secondo gli usi, non si debba procedere all'acquisto a spese del venditore e ciò rientri nelle normali possibilità.

2. Se il compratore non ottiene entro un congruo termine l'adempimento in natura del contratto, esso conserva i diritti conferitigli agli articoli 43 a 46.

Articolo 43

Il compratore può dichiarare la risoluzione del contratto se il difetto di conformità e la mancata consegna alla data stabilita costituiscono inadempimenti essenziali del contratto. Esso perde tale diritto se non lo esercita entro un breve termine decorrente dalla denunzia del difetto di conformità, o dopo la scadenza del termine di cui al secondo comma dell'articolo precedente.

Articolo 44

1. All'infuori dei casi previsti dall'articolo precedente, il venditore conserva, successivamente alla data stabilita, il diritto di consegnare sia la parte o la quantità mancanti, sia nuove cose conformi al contratto, o di riparare i difetti delle cose consegnate, sempreché tali operazioni non causino al compratore inconvenienti o spese eccessive.

2. Il compratore può tuttavia assegnare al venditore un nuovo termine, di congrua durata, per la consegna

supplementare o per eseguire la riparazione. Se, alla scadenza di detto termine, il venditore non ha consegnato o riparato la cosa, il compratore può, a sua scelta, esigere l'adempimento in natura del contratto, o ridurre il prezzo a' sensi dell'art. 46, o anche dichiarare risolto il contratto, semprechè vi provveda entro un breve termine.

Articolo 45

1. Quando il venditore non ha consegnato che una parte della cosa od una quantità insufficiente o quando solo una parte della cosa consegnata è conforme al contratto, si applicano le disposizioni degli articoli 43 e 44 per la parte o la quantità mancante o non conforme.

2. Il compratore può dichiarare risolto totalmente il contratto solo se il mancato adempimento integrale e conforme al contratto costituisce inadempimento essenziale.

Articolo 46

Il compratore che non abbia ottenuto l'adempimento in natura del contratto nè abbia dichiarato risoluto il medesimo, può ridurre il prezzo in proporzione alla diminuzione di valore subita dalla cosa, a causa del difetto di conformità, rispetto al valore che essa aveva al momento della conclusione del contratto.

Articolo 47

Quando, nella vendita di cose di genere, il venditore ha consegnato al compratore una quantità superiore a quella prevista in contratto, il compratore può rifiutare o accettare la quantità eccedente quella pattuita. Ove la rifiuti, il venditore non può essere tenuto che al risarcimento del danno, a' sensi dell'art. 82. Se accetta, in tutto o in parte, la quantità eccedente, deve pagarla al prezzo pattuito.

Articolo 48

Il compratore può far valere i diritti conferitigli dagli articoli 43 a 46 anche prima del momento della consegna, se appare manifesto che la cosa che dovrebbe essergli consegnata non è conforme al contratto.

Articolo 49

1. Il compratore non può più far valere i suoi diritti allo spirare del termine di un anno dalla data della denunzia prevista dall'art. 39, a meno che l'esercizio della azione gli sia stato impedito dalla frode del venditore.

2. Decorso detto termine il compratore non può più far valere il difetto di conformità nemmeno in via di eccezione. Egli può, tuttavia, se non ha pagato il prezzo e purchè abbia regolarmente denunciato il difetto di conformità nel breve termine previsto all'art. 39, opporre in via di eccezione alla richiesta di pagamento, una domanda di riduzione del prezzo o di risarcimento del danno.

SEZIONE II. — RIMESSA DEI DOCUMENTI

Articolo 50

Quando il venditore è tenuto a rimettere al compratore i documenti relativi alla cosa venduta, esso deve adempiere tale obbligazione nel giorno e nel luogo stabiliti dal contratto o che è conforme agli usi.

Articolo 51

Se il venditore non rimette i documenti di cui allo articolo precedente nel giorno e nel luogo stabilito, o se rimette dei documenti non conformi a quelli che avrebbe dovuto rimettere, il compratore può avvalersi, a seconda dei casi, dei diritti conferitigli dagli articoli 24 a 32 o dagli articoli 41 a 43.

SEZIONE III. — TRASFERIMENTO DELLA PROPRIETA'

Articolo 52

1. Quando sulla cosa venduta si fanno valere diritti o pretese da parte di terzi, il compratore che non intenda riceverla in tali condizioni deve darne comunicazione al venditore a meno che questi non ne sia già edotto chiedendogli di porvi rimedio entro un congruo termine o di consegnargli nuove cose esenti da diritti di terzi.

2. Se il venditore soddisfa tale richiesta, il compratore che abbia subito un danno può esigerne il risarcimento a' termini dell'art. 82.

3. Qualora, invece, il venditore non soddisfi tale richiesta e ciò implichi inadempimento essenziale, il compratore può dichiarare risoluto il contratto e chiedere il risarcimento del danno a' sensi degli articoli 84 a 87. Se non dichiara risoluto il contratto e se non vi è inadempimento essenziale, il compratore ha il diritto di esigere il risarcimento del danno a' sensi dell'art. 82.

4. Il compratore decade dal diritto di risolvere il contratto se non fa al venditore la denunzia prevista dal primo comma del presente articolo entro un congruo termine a partire dal momento in cui ha constatato, o avrebbe dovuto constatare, l'esistenza del diritto o della pretesa di terzi sulla cosa vendutagli.

Articolo 53

I diritti conferiti al compratore dal precedente articolo escludono qualsiasi altro rimedio fondato sull'inadempimento da parte del venditore dell'obbligazione di trasferire la proprietà della cosa o sul fatto che questa ultima non è esente da diritti o pretese di terzi.

SEZIONE IV. — ALTRE OBBLIGAZIONI DEL VENDITORE

Articolo 54

1. Se il venditore si è obbligato a spedire la cosa, egli deve concludere, alle condizioni e nei modi usuali, i contratti necessari affinchè il trasporto venga effettuato sino al luogo previsto.

2. Se il venditore non è obbligato a concludere egli stesso un contratto di assicurazione del trasporto, deve fornire al compratore, a richiesta di quest'ultimo, tutte le informazioni necessarie per la conclusione di tale assicurazione.

Articolo 55

1. Se il venditore non adempie una qualsiasi obbligazione all'infuori di quello contemplato agli articoli 20 a 53, il compratore può:

a) dichiarare risoluto il contratto, purchè vi provveda entro un breve termine, e chiedere il risarcimento del danno a' sensi degli articoli 84 a 87, qualora si tratti di inadempimento essenziale;

b) in tutti gli altri casi, chiedere il risarcimento dei danni a' sensi dell'art. 82.

2. Il compratore può anche esigere dal venditore lo adempimento in natura, semprechè non vi sia stata risoluzione del contratto.

CAPITOLO IV
OBBLIGAZIONI DEL COMPRATORE

Articolo 56

Il compratore si obbliga a pagare il prezzo ed a ricevere la consegna della cosa alle condizioni stabilite dal contratto e dalle norme della presente legge.

SEZIONE I. — PAGAMENTO DEL PREZZO

A. *Determinazione del prezzo*

Articolo 57

Quando la vendita è conclusa senza che il prezzo sia stato determinato in contratto, nè direttamente nè per via di riferimento, il compratore è tenuto a pagare il prezzo abitualmente praticato dal venditore al momento della conclusione del contratto.

Articolo 58

Quando il prezzo è determinato in relazione al peso della cosa, si fa riferimento, in caso di dubbio, al peso netto.

B. *Luogo e tempo del pagamento*

Articolo 59

1. Il compratore deve pagare il prezzo nel luogo in cui trovasi il centro degli affari del venditore o, in mancanza di questo, la residenza abituale del medesimo. Se il pagamento deve essere fatto contro consegna della cosa o dei documenti, esso si effettuerà nel luogo della consegna.

2. Se, a seguito di un cambiamento del centro degli affari o della residenza abituale del venditore posteriore alla conclusione del contratto, le spese inerenti al pagamento del prezzo sono aumentate, tale aumento è a carico del venditore.

Articolo 60

Se si è convenuta una data per il pagamento o se questa risulta dagli usi, il compratore deve pagare il prezzo a tale data senz'altra formalità.

C. *Sanzioni per il mancato pagamento*

Articolo 61

1. Se il compratore non paga il prezzo alle condizioni stabilite dal contratto o dalla presente legge, il venditore può esigere l'adempimento in natura di detta obbligazione.

2. Tuttavia il venditore non ha diritto di reclamare dal compratore il pagamento del prezzo quando ricorrono circostanze in cui, secondo gli usi e le normali possibilità, l'esecuzione debba effettuarsi mediante vendita della cosa a spese del compratore. In tal caso il contratto è risolto di pieno diritto dal momento in cui tale vendita deve essere effettuata.

Articolo 62

1. Se il difetto di pagamento del prezzo alla data stabilita costituisce inadempimento essenziale, il venditore può o esigere dal compratore il pagamento del prezzo o dichiarare risoluto il contratto. Egli deve render nota la sua decisione entro un congruo termine; in difetto di che il contratto è risolto di pieno diritto.

2. Se il difetto di pagamento del prezzo alla data stabilita non costituisce inadempimento essenziale, il venditore può assegnare al compratore un nuovo termine di congrua durata. Ove il compratore non paghi il prezzo alla scadenza del termine prorogato, il venditore può, a sua volta, o esigere il pagamento del prezzo, o dichiarare risolto il contratto.

Articolo 63

1. In caso di risoluzione del contratto per mancato pagamento, il venditore può esigere il risarcimento del danno a' sensi degli articoli 84 ad 87.

2. Qualora il contratto non sia risolto, il venditore può esigere il risarcimento del danno a' sensi degli articoli 82 a 83.

Articolo 64

In nessun caso il compratore può ottenere dall'autorità giudiziaria o dagli arbitri un termine di grazia per effettuare il pagamento del prezzo.

SEZIONE II. — RICEVIMENTO DELLA CONSEGNA

Articolo 65

Il ricevimento della consegna consiste per il compratore nel compiere gli atti necessari per render possibile che la cosa venga messa a sua disposizione e nel ritirare quest'ultima.

Articolo 66

1. Il venditore può dichiarare risolto il contratto, quando l'inosservanza da parte del compratore dell'obbligazione di ricevere la consegna della cosa alle condizioni pattuite costituisce inadempimento essenziale o dia ad esso venditore fondati motivi per pensare che il prezzo non verrà pagato.

2. Se il mancato ricevimento della consegna non costituisce inadempimento essenziale, il venditore può accordare al compratore un nuovo termine di congrua durata. Qualora il compratore non riceva la consegna della cosa allo spirare di detto termine, il venditore può, entro un breve termine, dichiarare risolto il contratto.

Articolo 67

1. Quando il contratto riservi al compratore il diritto di precisare in un momento successivo la forma, le misure od altre modalità della cosa (vendita di cosa da precisare ulteriormente) ed il compratore non provveda a detta precisazione alla data espressamente o tacitamente pattuita od allo spirare di un congruo termine dopo la richiesta fattagli dal venditore, quest'ultimo può o dichiarare risolto il contratto allo spirare di un breve termine, o provvedere direttamente a tale precisazione secondo i bisogni del compratore che gli sono noti.

2. Qualora il compratore provveda egli stesso alla precisazione, deve farne conoscere le modalità al compratore assegnandogli un congruo termine perchè possa provvedere ad una diversa precisazione. Qualora il compratore non si avvalga di questa possibilità, la precisazione effettuata dal venditore diviene obbligatoria.

Articolo 68

1. Nel caso di risoluzione per mancato ricevimento della consegna o per mancata precisazione delle modalità della cosa, il venditore può esigere il risarcimento del danno a' sensi degli articoli 84 a 87.

2. Qualora il contratto non venga risolto, il venditore può esigere il risarcimento del danno a' sensi dell'articolo 82.

Sezione III. — ALTRE OBBLIGAZIONI DEL COMPRATORE

Articolo 69

Il compratore deve prendere le misure previste dal contratto, dagli usi o da altre norme vigenti, al fine di predisporre o garantire il pagamento del prezzo, quali l'accettazione di una cambiale, l'apertura di un credito documentato o la prestazione di una fideiussione bancaria.

Articolo 70

1. In caso di inadempimento da parte del compratore di una qualsiasi obbligazione all'infuori di quelle previste alle Sezioni I e II del presente capitolo, il venditore può:

a) dichiarare risolto il contratto se si tratti di inadempimento essenziale e purchè vi provveda entro un breve termine, ed inoltre esigere il risarcimento del danno a' sensi degli articoli 84 a 87;

b) negli altri casi, esigere il risarcimento del danno, a' sensi dell'art. 82.

2. Il venditore può altresì esigere dal compratore l'adempimento in natura dell'obbligazione. semprechè il contratto non sia stato risolto.

Capitolo V

DISPOSIZIONI COMUNI ALLE OBBLIGAZIONI DEL VENDITORE E DEL COMPRATORE

Sezione I. — SIMULTANEITA' DELLA CONSEGNA DELLA COSA E DEL PAGAMENTO DEL PREZZO

Articolo 71

Il pagamento del prezzo deve avvenire al momento della consegna della cosa, salvo il disposto dell'art. 72. Tuttavia, il compratore non sarà tenuto a pagare il prezzo prima di aver avuta la possibilità di esaminare la cosa vendutagli.

Articolo 72

1. Se il contratto prevede un trasporto della cosa e se la consegna si effettua, in virtù dell'art. 19, comma 2°, con la rimessa della cosa al vettore, il compratore può differire la spedizione sino al pagamento del prezzo, o darvi corso in modo tale da conservare il diritto di disporre della cosa nel corso del viaggio. In quest'ultimo caso, esso può esigere che la cosa non venga rimessa al compratore nel luogo di destinazione fino a che il prezzo non sia stato pagato, mentre il compratore non è tenuto a pagare il prezzo prima di aver avuto la possibilità di esaminare la cosa.

2. Tuttavia, ove il contratto preveda il pagamento contro documenti, il compratore non può rifiutare il pagamento del prezzo adducendo di non aver potuto esaminare la cosa.

Articolo 73

1. Ciascuna delle parti può differire l'esecuzione delle proprie obbligazioni ogni volta che la situazione economica dell'altra parte siasi rivelata, successivamente alla conclusione del contratto, così difficile da ingenerare giustificati motivi per temere che la medesima non darà esecuzione ad una parte essenziale delle proprie obbligazioni.

2. Se il venditore ha già spedito la cosa nel momento in cui si è rivelata la situazione economica del compratore prevista dal 1° comma, esso può opporsi a che la cosa sia rimessa al compratore, anche se quest'ultimo sia in possesso di un documento che gli consenta di ottenere tale rimessa.

3. Tuttavia il venditore non può opporsi alla rimessa della cosa quando questa sia richiesta da un terzo legittimo portatore di un documento che gli dia diritto ad ottenerla, semprechè detto documento non contenga delle riserve relative agli effetti del suo trasferimento, o il venditore non provi che il portatore, nell'acquistare il documento, abbia agito scientemente in suo danno.

Sezione II. — CAUSE DI ESONERO

Articolo 74

1. La parte che non ha adempiuto ad una delle obbligazioni che le incombono, non è responsabile per l'inadempimento ove provi che quest'ultimo dipende da circostanze che, avuto riguardo all'intenzione delle parti al momento della conclusione del contratto, essa non era tenuta a prendere in considerazione nè ad evitare o superare. L'intenzione delle parti, in difetto di dichiarazione espressa, va ricercata indagando quale sarebbe stata l'intenzione di persone di normale diligenza e della stessa condizione poste in una identica situazione.

2. Qualora le circostanze siano tali da determinare un inadempimento solo temporaneo, la parte inadempiente sarà tuttavia esonerata definitivamente dalle proprie obbligazioni se, a seguito del differimento dell'adempimento, quest'ultimo viene a trovarsi così radicalmente trasformato da costituire l'adempimento di un'obbligazione del tutto diversa da quella prevista dal contratto.

3. L'esonero di cui al presente articolo in favore di una delle parti contraenti non impedisce la risoluzione di pieno diritto del contratto in virtù di altre disposizioni della presente legge nè priva l'altra parte contraente di alcun diritto che le compete, in base alla legge medesima, di ridurre il prezzo, a meno che le circostanze che danno luogo all'esonero non derivino dal fatto dell'altra parte contraente o di persona della quale essa è responsabile.

Sezione III. — NORME COMPLEMENTARI IN MATERIA DI RISOLUZIONE

A. *Cause complementari di risoluzione*

Articolo 75

1. Quando nei contratti a consegne successive, l'inadempimento da parte di uno dei contraenti di un'obbligazione relativa ad una consegna fornisce all'altro contraente fondati motivi per temere che anche le obbligazioni future non verranno adempiute, quest'ultimo può, entro un breve termine, dichiarare risolto il contratto per l'avvenire.

2. Il compratore può anche dichiarare, entro il medesimo termine, risolto il contratto per le consegne future, per quelle già ricevute, o per entrambe, quando dette consegne, a causa della loro connessione non hanno per lui alcun interesse.

Articolo 76

Qualora, prima della data fissata per l'adempimento, appaia manifesto che una delle parti commetterà un atto d'inadempimento essenziale, l'altra parte può dichiarare risolto il contratto.

Articolo 77

Quando il contratto si risolva in virtù di uno dei due articoli precedenti, la parte che ha dichiarato la risoluzione può chiedere il risarcimento del danno a' sensi degli articoli 84 a 87.

B. *Effetti della risoluzione*

Articolo 78

1. Con la risoluzione del contratto, le parti contraenti sono liberate dalle rispettive obbligazioni, senza pregiudizio dell'eventuale obbligo di risarcimento del danno.

2. La parte che ha adempiuto totalmente o parzialmente il contratto può domandare la restituzione di ciò che ha prestato. Se entrambe le parti hanno diritto di domandare la restituzione, questa deve effettuarsi simultaneamente.

Articolo 79

1. Il compratore perde il diritto di dichiarare risolto il contratto quando gli è impossibile restituire la cosa nello stato in cui l'ha ricevuta.

2. Esso può, tuttavia, dichiarare la risoluzione:

a) se la cosa, o parte di essa, è perita o si è deteriorata in conseguenza del difetto che giustifica la risoluzione;

b) se la cosa, o parte di essa, è perita o si è deteriorata in conseguenza dell'esonero prescritto dall'art. 38;

c) se il compratore, prima della scoperta del difetto di conformità, ha consumato o trasformato la cosa secondo l'uso normale;

d) se l'impossibilità di restituire la cosa o di restituirla nello stato in cui il compratore l'ha ricevuta non è dovuta al fatto di quest'ultimo o di persona di cui esso risponda;

e) se la deteriorazione o la trasformazione sono di portata irrilevante.

Articolo 80

Il compratore che ha perduto il diritto di dichiarare risoluto il contratto in virtù del precedente articolo conserva ogni altro diritto riconosciutogli dalla presente legge.

Articolo 81

1. Quando il venditore deve restituire il prezzo, esso è tenuto anche al pagamento degli interessi sul prezzo stesso, a datare dal giorno del pagamento, al tasso stabilito all'art. 83.

2. Il compratore deve al venditore l'equivalente di qualsiasi profitto o vantaggio che esso abbia ricavato dalla cosa:

a) quando deve restituirla in tutto o in parte;

b) quando sia nell'impossibilità di restituirla in tutto o in parte e, cionondimeno, il contratto sia stato risolto.

SEZIONE IV. — NORME COMPLEMENTARI IN TEMA DI RISARCIMENTO DEL DANNO

A. *Risarcimento del danno in caso di non risoluzione del contratto*

Articolo 82

In caso di non risoluzione del contratto, il risarcimento del danno per inadempimento da parte di uno dei contraenti è uguale alla perdita subita ed al mancato guadagno da parte dell'altro contraente. Tale risarcimento non può superare la perdita subita ed il mancato guadagno che la parte inadempiente avrebbe dovuto prevedere al momento della conclusione del contratto in base alle circostanze di fatto che essa conosceva o che avrebbe dovuto conoscere come possibili conseguenze dell'inadempimento del contratto.

Articolo 83

Se l'inadempimento consiste in un ritardo nel pagamento del prezzo il venditore avrà diritto, in ogni caso, ad ottenere gli interessi moratori sulle somme non pagate al tasso ufficiale di sconto del luogo in cui trovasi il centro dei suoi affari, o, in mancanza di questo, la sua residenza abituale, maggiorato dell'1 %.

B. *Risarcimento del danno in caso di risoluzione del contratto*

Articolo 84

1. In caso di risoluzione del contratto, se la cosa ha un prezzo corrente, il risarcimento è uguale alla differenza tra il prezzo convenuto ed il prezzo corrente del giorno in cui il contratto è risolto.

2. Per calcolare il risarcimento di cui al precedente comma, si ha riguardo al prezzo corrente del mercato in cui la transazione ha avuto luogo, o, se manchi un prezzo corrente e non risulti opportuno applicarlo, il prezzo del mercato che può normalmente sostituirlo, tenuto conto delle differenze nelle spese di trasporto della cosa.

Articolo 85

Se il compratore ha proceduto ad un acquisto a spese del venditore o quest'ultimo ad una vendita per conto del compratore a condizioni normali, ciascuno dei due può pretendere la differenza tra il prezzo pattuito ed il prezzo di acquisto o di vendita per conto dell'altro contraente.

Articolo 86.

Il risarcimento previsto nei due precedenti articoli può essere maggiorato di ogni spesa normalmente giustificata ed effettivamente sostenuta in conseguenza dell'inadempimento, o commisurato all'ammontare di ogni perdita effettivamente subìta o di ogni mancato guadagno che la parte inadempiente avrebbe dovuto prevedere al momento della conclusione del contratto, avuto riguardo alle circostanze di fatto che essa conosceva o avrebbe dovuto conoscere come possibili conseguenze dell'inadempimento.

Articolo 87

Quando la cosa non ha prezzo corrente, i danni sono calcolati secondo le norme dell'art. 82.

C. *Disposizioni generali in tema di risarcimento del danno*

Articolo 88

La parte contraente che si avvale del mancato adempimento del contratto deve prendere ogni congrua cautela al fine di diminuire la perdita subìta. Ove essa trascuri di farlo, l'altra parte può chiedere la riduzione del risarcimento del danno.

Articolo 89

In caso di dolo o di frode, il risarcimento sarà determinato in base alle norme applicabili ai contratti di vendita che non sono retti dalla presente legge.

SEZIONE V. — SPESE

Articolo 90

Le spese relative alla consegna della cosa sono a carico del venditore; quelle successive alla consegna sono a carico del compratore.

SEZIONE VI. — CUSTODIA DELLA COSA

Articolo 91

Se il compratore tarda a ricevere la consegna della cosa od a pagare il prezzo, il venditore deve adottare congrue misure al fine di assicurare la conservazione della cosa; esso ha diritto di ritenerla sino a che non sia stato indennizzato dal compratore delle spese che ha giustificatamente sostenute.

Articolo 92

1. Quando la cosa venduta è stata ricevuta dal compratore, spetta a quest'ultimo, ove intenda rifiutarla, di adottare congrue cautele al fine di assicurarne la conservazione. Egli ha diritto di ritenerla sino a che non sia stato indennizzato dal venditore delle spese che ha giustificatamente sostenute.

2. Quando la cosa spedita al compratore è stata messa a sua disposizione al luogo di destinazione, il compratore se vuole avvalersi del diritto di rifiutarla, è tenuto a ritirarla per conto del venditore purchè ciò sia fattibile senza pagare il prezzo e senza inconvenienti nè spese eccessive. Questa disposizione non si applica quando il venditore è presente nel luogo di destinazione o quando ivi si trovi una persona che abbia veste per assumere in custodia detta cosa per conto del venditore.

Articolo 93.

La parte tenuta ad adottare delle cautele per assicurare la conservazione della cosa può depositarla nei magazzini di un terzo a spese dell'altra parte, sempreché le spese che ne derivano non siano eccessive.

Articolo 94

1. La parte che, nei casi previsti dagli articoli 91 e 92, deve assicurare la conservazione della cosa, può venderla con qualsiasi mezzo appropriato, dopo aver preavvisato l'altra parte, qualora quest'ultima abbia ritardato oltre misura l'accettazione o il ritiro della cosa.

2. La parte che provvede alla vendita della cosa può trattenere sul ricavato della vendita un ammontare pari a quello delle spese giustificatamente sostenute per la conservazione e la vendita della cosa e deve trasmettere il residuo all'altra parte.

Articolo 95

Quando la cosa, nei casi previsti dagli articoli 91 e 92, è soggetta ad una perdita o ad una rapida deteriorazione e quando la sua custodia comporta delle spese eccessive, la parte tenuta ad assicurarne la conservazione deve farla vendere come previsto all'articolo precedente.

CAPITOLO VI

PASSAGGIO DEI RISCHI

Articolo 96

Quando i rischi sono stati trasferiti al compratore, questi è tenuto a pagare il prezzo anche se la cosa è andata perduta o si è deteriorata a meno che detti eventi non siano dovuti al fatto del venditore o di persona di cui esso è responsabile.

Articolo 97

1. I rischi si trasferiscono al compratore dal momento della consegna della cosa effettuata alle condizioni previste dal contratto o dalla presente legge.

2. Ove sia stata consegnata cosa non conforme al contratto, i rischi si trasferiscono al compratore dal momento della consegna effettuata alle condizioni previste dal contratto e dalla presente legge, a prescindere dalla non conformità della cosa, se il compratore non ha nè dichiarato la risoluzione del contratto nè richiesto la sostituzione della cosa.

Articolo 98

1. Se la messa a disposizione della cosa è ritardata in conseguenza d'inadempimento delle obbligazioni del compratore, i rischi sono trasferiti al compratore a decorrere dall'ultima data in cui, se non si fosse verificato l'inadempimento, la messa a disposizione avrebbe potuto essere effettuata conformemente al contratto.

2. Se la vendita ha per oggetto cose di genere, il ritardo da parte del compratore non produce il trasferimento del rischio a suo carico a meno che il venditore non abbia messo da parte cose manifestamente riservate per l'esecuzione del contratto ed abbia spedito un avviso al compratore stesso per informarlo di ciò.

3. Quando le cose di genere sono di natura tale da non consentire al venditore di accantonarne una parte in attesa che il compratore ne riceva la consegna, basterà che il venditore abbia compiuto tutti gli atti necessari a dare al compratore la possibilità di ricevere la consegna.

Articolo 99

Se la vendita ha per oggetto una cosa in corso di trasporto marittimo, i rischi passano al compratore dal momento della rimessa della cosa al vettore.

Articolo 100

Se il venditore, in uno dei casi previsti all'art. 19, 3° comma, conosceva o avrebbe dovuto conoscere, al momento in cui ha inviato l'avviso o il documento con il quale la cosa è stata specificata, che questa era perita o si era deteriorata dopo la rimessa al vettore, i rischi continuano ad essere a suo carico sino al momento in cui ha inviato l'avviso o il documento.

Articolo 101

La stipulazione di una clausola relativa alle spese non basta di per sé a trasferire i rischi.

Convention portant loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels.

Les Etats signataires de la présente Convention.

Désirant établir une loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels.

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

1. Chaque Etat contractant s'engage à introduire dans sa législation, selon sa procédure constitutionnelle, au plus tard à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, la Loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels (qui sera désormais désignée comme „la loi uniforme") formant l'Annexe I a la présente Convention.

2. Chaque Etat contractant peut introduire la loi uniforme dans sa législation soit en texte authentique, soit en traduction dans sa ou ses langues officielles.

3. Chaque Etat contractant qui est également Etat contractant de la Convention du 1 juillet 1964 portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels, doit introduire dans sa législation les articles énoncés dans l'Annexe II de la présente Convention au lieu des articles 1 et 4 tels qu'ils figurent dans l'Annexe I de celle-ci.

4. Chaque Etat contractant communiquera au Gouvernement des Pays-Bas les textes qui, en application de la présente Convention, auront été introduits dans sa législation.

Article II

1. Deux ou plusieurs Etats contractants peuvent déclarer qu'ils sont d'accord pour ne pas se considérer comme des Etats différents en ce qui concerne la condition d'établissement ou de résidence habituelle prévue à l'article 1, alinéas 1 et 2, de la loi uniforme, parce qu'ils appliquent à la formation des contrats de vente qui, en l'absence d'une telle déclaration, aurait été régie par cette loi, des règles juridiques identiques ou voisines.

2. Chaque Etat contractant peut déclarer qu'il ne considère pas comme Etat différent de lui-même, en ce qui concerne la condition d'établissement ou de résidence habituelle prévue à l'alinéa précédent, un ou plusieurs Etats non-contractants, parce que ces derniers Etats appliquent à la formation des contrats de vente qui, en l'absence d'une telle déclaration aurait été régie par la loi uniforme, des règles juridiques identiques aux siennes ou voisines;

3. En cas de ratification ou d'adhésion ultérieure d'un Etat à l'égard duquel une déclaration a été faite en vertu de l'alinéa précédent, celle-ci reste valable à moins que l'Etat ratifiant ou adhérant ne déclare qu'il ne peut d'accepter.

4. Des déclarations prévues aux alinéas 1, 2 et 3 du présent article peuvent être faites par l'Etat intéressé lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur et doivent être adressées au Gouvernement des Pays-Bas. Elle auront effet trois mois après la date à laquelle le Gou-

Convention relating to a uniform law on the formation of contracts for the international sale of goods

The States signatory to the present Convention,

Desiring to establish a uniform law on the formation of contracts for the international sale of goods,

Have resolved to conclude a convention to this effect and have agreed upon the following provisions:

Article I

1. Each Contracting State undertakes to incorporate into its own legislation, in accordance with its constitutional procedure, not later than the date of the entry into force of the present Convention in respect of that State, the Uniform Law on the Formation of Contracts for the International Sale of Goods (hereinafter referred to as " the Uniform Law ") forming Annex I to the present Convention.

2. Each Contracting State may incorporate the Uniform Law into its own legislation either in one of the authentic texts or in a translation into its own language or languages.

3. Each Contracting State which is also a Contracting State to the Convention dated the 1st day of July 1964 relating to a Uniform Law on the International Sale of Goods shall incorporate into its legislation the Articles set forth in Annex II to the present Convention in place of Articles 1 an 4 as set forth in Annex I to the present Convention.

4. Each Contracting State shall communicate to the Government of the Netherlands the texts which it has incorporated into its legislation to give effect to the present Convention.

Article II

1. Two or more Contracting States may declare that they agree not to consider themselves as different States for the purpose of the requirements as to place of business or habitual residence laid down in paragraphs 1 and 2 of Article 1 of the Uniform Law, because they apply to the formation of contracts of sale which in the absence of such a declaration would be governed by the Uniform Law the same or closely related legal rules.

2. Any Contracting State may declare that it does not consider one or more non-Contracting States as different States from itself for the purpose of the requirements of the Uniform Law which are referred to in paragraph 1 of this Article, because such States apply to the formation of contracts of sale which in the absence of such a declaration would be governed by the Uniform Law legal rules which are the same as or closely related to its own.

3. If a State which is the object of a declaration made under paragraph 2 of this Article subsequently ratifies or accedes to the present Convention, the declaration shall remain in effect unless the ratifying or acceding State declares that it cannot accept it.

4. Declarations under paragraphs 1, 2 or 3 of this Article may be made by the State concerned at the time of the deposit of its instrument of ratification of or accession to the present Convention or at any time thereafter and shall be addressed to the Government of the Netherlands. The declaration shall

vernement des Pays-Bas les aura reçues, ou, si à la fin de ce délai la présente Convention n'est pas entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé, à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.

Article III

Par dérogation à l'article 1 de la loi uniforme chaque Etat peut déclarer, par une notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, qu'il n'appliquera la loi uniforme que si les parties au contrat de vente ont leur établissement ou, à défaut d'établissement, leur résidence habituelle sur le territoire d'Etats contractants différents, et insérer en conséquence le mot „contractants" après le mot „Etats" è l'endroit où celui-ci apparaît pour la première fois à l'alinéa 1 de l'article 1 de la loi uniforme.

Article IV

1. Chaque Etat qui a déjà ratifié une ou plusieurs conventions sur les conflits de lois en matière de formation de contrats de vente internationale d'objets mobiliers corporels ou y a adhéré, peut déclarer, par une notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, qu'il n'appliquera la loi uniforme dans les cas visés par une de ces conventions que si celle-ci conduit à l'application de la loi uniforme.

2. Chaque Etat qui fait la déclaration précitée indiquera au Gouvernement des Pays-Bas les conventions visées par sa déclaration.

Article V

Chaque Etat qui a fait une déclaration en conformité de l'article II, alinéa 1 ou 2, ou des articles III ou IV de la présente Convention, peut à tout moment la rétracter par une notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas. Cette rétractation prendra effet trois mois après la date à laquelle le Gouvernement des Pays-Bas en aura reçu notification; dans le cas d'une déclaration faite en conformité de l'article II, alinéa 1, elle rendra également caduque, à partir de sa prise d'effet, toute déclaration réciproque faite par un autre Etat.

Article VI

1. La présente Convention sera ouverte à la signature des Etats représentés à la Conference de La Haye de 1964 sur l'unification du droit en matière de vente internationale, jusqu'au 31 décembre 1965.

2. La présente Convention sera ratifiée.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement des Pays-Bas.

Article VII

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée des Nations Unies.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement des Pays-Bas.

take effect three months after the date of its receipt by the Government of the Netherlands or, if at the end of this period the present Convention has not yet entered into force in respect of the State concerned, at the date of such entry into force.

Article III

By way of derogation from Article 1 of the Uniform Law, any State may, at the time of the deposit of its instrument of ratification of or accession to the present Convention, declare by a notification addressed to the Government of the Netherlands that it will apply the Uniform Law only if each of the parties to the contract of sale has his place of business or, if he has no place of business, his habitual residence in the territory of a different Contracting State, and in consequence may insert the word "Contracting" before the word "States" where the latter word first occurs in paragraph 1 of Article 1 of the Uniform Law.

Article IV

1. Any State which has previously ratified or acceded to one or more Conventions on conflict of laws in respect of the formation of contracts for the international sale of goods may, at the time of the deposit of its instrument of ratification of or accession to the present Convention, declare by a notification addressed to the Government of the Netherlands that it will apply the Uniform Law in cases governed by one of those previous Conventions only if that Convention itself requires the application of the Uniform Law.

2. Any State which makes a declaration under paragraph 1 of this Article, shall inform the Government of the Netherlands of the Convention or the Conventions referred to in that declaration.

Article V

Any State which has made a declaration under paragraphs 1 or 2 of Article II, Article III or Article IV of the present Convention may withdraw it at any time by a notification addressed to the Government of the Netherlands. Such withdrawal shall take effect three months after the date of the receipt of the notification by the Government of the Netherlands and, in the case of a declaration made under paragraph 1 of Article II, shall also render inoperative, as from the date when the withdrawal takes effect, any reciprocal declaration made by another State.

Article VI

1. The present Convention shall remain open for signature until the 31st day of December 1965 by the States represented at The Hague Conference of 1964 on the Unification of Law governing the International Sale of Goods.

2. The present Convention shall be ratified.

3. The instruments of ratification shall be deposited with the Government of the Netherlands.

Article VII

1. The present Convention shall be open to accession by all States members of the United Nations or any of its Specialized Agencies.

2. The instruments of accession shall be deposited with the Government of the Netherlands.

Article VIII

1. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle aura été déposée le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat qui la ratifiera ou y adhérera apres que le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion aura eté déposé, la présente Convention entrera en vigueur six mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article IX

Chaque Etat contractant appliquera les dispositions qui auront été introduites dans sa législation en application de la présente Convention aux offres, réponses et acceptations auxquelles la loi uniforme s'applique et qui auront été faites à la date ou depuis la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard.

Article X

1. Chaque Etat contractant pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée à cet effet au Gouvernement des Pays-Bas.

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Gouvernement des Pays-Bas en aura recu notification.

Article XI

1. Chaque Etat pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas, que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires dont il assure les relations internationales. Cette déclaration aura effet six mois après la date à laquelle le Gouvernement des Pays-Bas en aura reçu notification ou, si à la fin de ce délai la Convention n'est pas encore entrée en vigueur, à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.

2. Chaque Etat contractant qui aura fait une déclaration conformément à l'alinéa précédent pourra, conformément à l'article X, dénoncer la Convention en ce qui concerne tout ou partie des territoires intéressés.

Article XII

1. Après que la presente Convention aura été en vigueur pendant trois ans, chaque Etat contractant pourra, par une notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas, demander la convocation d'une conférence a l'effet de réviser la Convention ou ses Annexes. Le Gouvernement des Pays-Bas notifiera cette demande à tous les Etats contractants et convoquera une conférence de révision si, dans un délai de six mois à partir de la date de cette notification, le quart au moins des Etats contractants lui notifient leur assentiment.

2. Les Etats invités à cette conférence, autres que les Etats contractants, auront le statut d'observateur à moins que les Etats contractants n'en décident autrement a la conférence par vote majoritaire. Les observateurs auront tous les droits qui s'attachent à la partecipation à la conférence, sauf le droit de vote.

3. Le Gouvernement des Pays-Bas priera tout Etat invité à cette conférence de présenter les propositions qu'il souhaiterait voir examiner par celle-ci. Le Gouver-

Article VIII

1. The present Convention shall come into force six months after the date of the deposit of the fifth instrument of ratification or accession.

2. In respect of a State that ratifies or accedes to the present Convention after the deposit of the fifth instrument of ratification or accession, the Convention shall come into force six months after the date of the deposit of its instrument of ratification or accession.

Article IX

Each Contracting State shall apply the provisions incorporated into its legislation in pursuance of the present Convention to offers, replies and acceptances to which the Uniform Law applies and which are made on or after the date of the entry into force of the Convention in respect of that State.

Article X

1. Any Contracting State may denounce the present Convention by notifying the Government of the Netherlands to that effect.

2. The denunciation shall take effect twelve months after receipt of the notification by the Government of the Netherlands.

Article XI

1. Any State may, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare, by means of a notification addressed to the Government of the Netherlands, that the present Convention shall be applicable to all or any of the territories for whose international relations it is responsible. Such a declaration shall take effect six months after the date of receipt of the notification by the Government of the Netherlands, or, if at the end of that period the Convention has not yet come into force, from the date of its entry into force.

2. Any Contracting State which has made a declaration pursuant to paragraph 1 of this Article may, in accordance with Article X, denounce the Convention in respect of all or any of the territories concerned.

Article XII

1. After the present Convention has been in force for three years, any Contracting State may, by a notification addressed to the Government of the Netherlands, request the convening of a conference for the purpose of revising the Convention or its Annexes. Notice of this request shall be given to all Contracting States by the Government of the Netherlands which shall convene a conference for the purpose of such revision if, within a period of six months from the date of such notice, at least one quarter of the Contracting States notify the said Government of their agreement with the request.

2. States invited to the conference, other than Contracting States, shall have the status of observers unless the Contracting States at the conference decide otherwise by a majority vote. Observers shall have all rights of participation except that of voting.

3. The Government of the Netherlands shall request all States invited to the conference to submit such proposals as they may wish the conference to examine. The Government of the Netherlands shall notify all

nement des Pays-Bas communiquera à tout Etat invité l'ordre du jour provisoire de la conférence, ainsi que le texte de toutes les propositions présentées.

4. Le Gouvernement des Pays-Bas communiquera à l'Institut international pour l'unification du droit privé les propositions de révision qui lui auront été adressées conformément à l'alinéa 3 du présent article.

Article XIII

Le Gouvernement des Pays-Bas notifiera aux Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé:

a) les communications reçues conformément à l'alinéa 4 de l'article I;
b) les déclarations et les notifications faites conformément aux articles II, III, IV et V;
c) les ratifications et adhésions déposées conformément aux articles VI et VII;
d) les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article VIII;
e) les dénonciations reçues conformément à l'article X:
f) les notifications reçues conformément à l'article XI.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le premier juillet mil neuf cent soixantequatre, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

L'original de la presente Convention sera déposé auprès du Gouvernement des Pays-Bas qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé.

Annexe I

Loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels

Article 1

1. La présente loi est applicable à la formation des contrats de vente d'objets mobiliers corporels entre des parties ayant leur établissement sur le territoire d'Etats différents, dans chacun des cas suivants:

a) lorsque l'offre ou la réponse implique que la chose fait ou fera l'objet d'un transport du territoire d'un Etat dans le territoire d'un autre Etat;
b) lorsque les actes constituant l'offre et l'acceptation sont accomplis sur le territoire d'Etats différents;
c) lorsque la délivrance de la chose doit se réaliser sur le territoire d'un Etat autre que celui où sont accomplis les actes constituant l'offre et l'acceptation du contrat.

2. Si uné partie n'a pas d'établissement, sa résidence habituelle sera prise en considération.

3. L'application de la présente loi ne dépend pas de la nationalité des parties.

4. L'offre et l'acceptation ne sont considérées comme accomplies sur le territoire d'un même Etat que si les lettres, télégrammes ou autres documents de communication qui les contiennent sont expédiés et reçus sur le territoire de cet Etat.

States invited of the provisional agenda for the conference and of the texts of all the proposals which have been submitted.

4. The Government of the Netherlands shall communicate to the International Institute for the Unification of Private Law the proposals concerning revision submitted to it in accordance with paragraph 3 of this Article.

Article XIII

The Government of the Netherlands shall notify the Signatory and Acceding States and the International Institute for the Unification of Private Law of:

a) the communications received in accordance with paragraph 4 of Article I;
b) the declarations and notifications made in accordance with Articles II, III, IV and V;
c) the ratifications and accessions deposited in accordance with Articles VI and VII;
d) the dates on which this Convention will come into force in accordance with Article VIII;
e) the denunciations received in accordance with Article X;
f) the notification received in accordance with Article XI.

In witness whereof the undersigned, duly authorized, have signed the present Convention.

Done a The Hague, this first day of July one thousand nine hundred and sixty-four, in the French and English languages, both texts being equally authentic.

The original of the present Convention shall be deposited with the Government of the Netherlands, which shall furnish certified copies to each of the Signatory and Acceding States and to the International Institute for the Unification of Private Law.

Annex I

Uniform law on the formation of contracts for the international sale of goods

Article 1

1. The present Law shall apply to the formation of contracts of sale of goods entered into by parties whose places of business are in the territories of different States, in each of the following cases;

a) where the offer or the reply relates to goods which are in the course of carriage or will be carried from the territory of one State to the territory of another;
b) where the acts constituting the offer and the acceptance are effected in the territories of different States;
c) where delivery of the goods is to be made in the territory of a State other than that within whose territory the acts constituting the offer and the acceptance are effected.

2. Where a party does not have a place of business, reference shall be made to his habitual residence.

3. The application of the present Law shall not depend on the nationality of the parties.

4. Offer and acceptance shall be considered to be effected in the territory of the same State only if the letters, telegrams or other documentary communications which contain them are sent and received in the territory of that State.

5. Des Etats ne seront pas considérés comme „ Etats différents " en ce qui concerne l'établissement ou la résidence habituelle des parties, si une déclaration à cet effet a été valablement faite en vertu de l'article II de la Convention du 1er juillet 1964 portant loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels et qu'elle reste en vigueur.

6. La présente loi ne regit pas la formation des contrats de vente:
a) de valeurs mobilières, effets de commerce et monnaies;
b) de navires, bateaux de navigation intérieure et aéronefs enregistrés ou à enregistrer;
c) d'éléctricité;
d) par autorité de justice ou sur saisie.

7. Sont assimilés aux ventes, au sens de la présente loi, les contrats de livraison d'objets mobiliers corporels à fabriquer ou à produire, à moins que la partie qui commande la chose n'ait à fournir une partie essentielle des éléments necessaires à cette fabrication ou production.

8. La présente loi est applicable sans égard au caractère commercial ou civil des parties et des contrats à conclure.

9. Les règles du droit international privé sont exclues pour l'application de la présente loi, sauf dans les cas où celle-ci en dispose autrement.

Article 2

1. Les dispositions des articles suivants sont applicables, sauf dans la mesure où d'autres règles résultent des négociations préliminaires, de l'offre, de la réponse, des habitudes qui se sont établies entre les parties ou des usages.

2. Cependant, toute clause de l'offre stipulant que le silence vaudra acceptation est nulle.

Article 3

Aucune forme n'est prescrite pour l'offre et l'acceptation. Elles peuvent être prouvées notamment par témoins.

Article 4

1. La communication qu'une personne adresse à une ou plusieurs personnes déterminées en vue de la conclusion d'un contrat de vente ne constitue une offre que si elle est suffisamment précise pour permettre la conclusion du contrat par son acceptation, et qu'elle indique la volonté de son auteur de s'engager.

2. Cette communication s'interprète et se complète par les négociations préliminaires, les habitudes qui se sont établies entre les parties, les usages et toute règle applicable en matière de contrat de vente.

Article 5

1. L'offre ne lie son auteur qu'après être parvenue au destinataire; elle est caduque si le retrait en parvient avant ou en même temps que l'offre.

5. For the purpose of determining whether the parties have their places of business or habitual residences in "different States", any two or more States shall not be considered to be "different States" if a valid declaration to that effect made under Article II of the Convention dated the 1st day of July 1964 relating to a Uniform Law on the Formation of Contracts for the International Sale of Goods is in force in respect of them.

6. The present Law shall not apply to the formation of contracts of sale:
a) of stocks, shares, investment securities, negotiable instruments or money;
b) of any ship, vessel or aircraft, which is or will be subject to registration;
c) of electricity;
d) by authority of law or on execution or distress.

7. Contracts for the supply of goods to be manufactured or produced shall be considered to be sales within the meaning of the present Law, unless the party who orders the goods undertakes to supply an essential and substantial part of the materials necessary for such manufacture or production.

8. The present Law shall apply regardless of the commercial or civil character of the parties or of the contracts to be concluded.

9. Rules of private international law shall be excluded for the purpose of the application of the present Law, subject to any provision to the contrary in the said Law.

Article 2

1. The provisions of the following Articles shall apply except to the extent that it appears from the preliminary negotiations, the offer, the reply, the practices which the parties have established between themselves or usage, that other rules apply.

2. However, a term of the offer stipulating that silence shall amount to acceptance is invalid.

Article 3

An offer or an acceptance need not be evidenced by writing and shall not be subject to any other requirement as to form. In particular, they may be proved by means of witnesses.

Article 4

1. The communication which one person addresses to one or more specific persons with the object of concluding a contract of sale shall not constitute an offer unless it is sufficiently definite to permit the conclusion of the contract by acceptance and indicates the intention of the offeror to be bound.

2. This communication may be interpreted by reference to and supplemented by the preliminary negotiations, any practices which the parties have established between themselves, usage and any applicable legal rules for contracts of sale.

Article 5

1. The offer shall not bind the offeror until it has been communicated to the offeree; it shall lapse if its withdrawal is communicated to the offeree before or at the same time as the offer.

2. Après être parvenue au destinataire, elle est révocable, sauf si la révocation n'est pas faite de bonne foi ou conformément à la loyauté commerciale, ou si l'offre contenait un délai d'acceptation ou indiquait qu'elle était ferme ou irrévocable.

3. L'indication que l'offre est ferme ou irrévocable peut être expresse ou résulter des circonstances, des négociations préliminaires, des habitudes qui se sont établies entre les parties ou des usages.

4. Une révocation de l'offre n'a d'effet que si elle parvient au destinataire avant que celui-ci ait expédié son acceptation ou accompli un acte qui lui est assimilé par l'article 6 alinéa 2.

Article 6

1. L'acceptation consiste en une déclaration qui parvient à l'auteur de l'offre par quelque moyen que ce soit.

2. Elle peut aussi consister dans l'expédition de la chose ou du prix ou en tout autre acte qui peut être considére comme l'équivalent de la déclaration prévue à l'alinéa précédent en vertu de l'offre, des habitudes qui se sont établies entre les parties ou des usages.

Article 7

1. Toute acceptation qui contient des additions, des limitations ou autres modifications, est un refus de l'offre et devient une contre-offre.

2. Cependant, une réponse à une offre qui tend à être une acceptation, mais qui contient des éléments complémentaires ou différents n'altérant pas substantiellement les termes de l'offre, constitue une acceptation, sauf si l'auteur de l'offre en relève les différences dans un bref délai; s'il ne le fait pas, les termes du contrat sont ceux de l'offre, avec les modifications comprises dans l'acceptation.

Article 8

1. La déclaration d'acceptation ne produit d'effet que si elle parvient à l'auteur de l'offre dans le délai qu'il a stipulé ou, à défaut d'une telle stipulation, dans un délai raisonnable, compte tenu des circonstances de l'affaire, de la rapidité des moyens de communication utilisés par l'auteur de l'offre, et des usages. En cas d'offre verbale, l'acceptation doit être immédiate, s'il ne résulte pas des circonstances que le destinataire ait un délai de réflexion.

2. Si le délai d'acceptation est fixé par l'auteur de l'offre dans une lettre ou un télégramme, ce délai est presumé avoir commencé à courir à la date de la lettre ou à l'heure du jour où le télégramme avait été remis pour expédition.

3. Si l'acceptation consiste en un des actes prévus par l'article 6, alinéa 2, elle ne produit effet que si elle intervient dans les délais prévus par l'alinéa 1 du présent article.

Article 9

1. Si l'acceptation est tardive, l'auteur de l'offre peut cependant considérer qu'elle a été faite à temps, à condition qu'il en informe l'acceptant dans un bref délai, verbalement ou par expédition d'un avis.

2. After an offer has been communicated to the offeree it can be revoked unless the revocation is not made in good faith or in conformity with fair dealing or unless the offer states a fixed time for acceptance or otherwise indicates that it is firm or irrevocable.

3. An indication that the offer is firm or irrevocable may be express or implied from the circumstances, the preliminary negotiations, any practices which the parties have established between themselves or usage.

4. A revocation of an offer shall only have effect if it has been communicated to the offeree before he has despatched his acceptance or has done any act treated as acceptance under paragraph 2 of Article 6.

Article 6

1. Acceptance of an offer consists of a declaration communicated by any means whatsoever to the offeror.

2. Acceptance may also consist of the despatch of the goods or of the price or of any other act which may be considered to be equivalent to the declaration referred to in paragraph 1 of this Article either by virtue of the offer or as a result of practices which the parties have established between themselves or usage.

Article 7

1. An acceptance containing additions, limitations or other modifications shall be a rejection of the offer and shall constitute a counter-offer.

2. However, a reply to an offer which purports to be an acceptance but which contains additional or different terms which do not materially alter the terms of the offer shall constitute an acceptance unless the offeror promptly objects to the discrepancy; if he does not so object, the terms of the contract shall be the terms of the offer with the modifications contained in the acceptance.

Article 8

1. A declaration of acceptance of an offer shall have effect only if it is communicated to the offeror within the time he has fixed or, if no such time is fixed, within a reasonable time, due account being taken of the circumstances of the transaction, including the rapidity of the means of communication employed by the offeror, and usage. In the case of an oral offer, the acceptance shall be immediate, if the circumstances do not show that the offeree shall have time for reflection.

2. If a time for acceptance is fixed by an offeror in a letter or in a telegram, it shall be presumed to begin to run from the day the letter was dated or the hour of the day the telegram was handed in for despatch.

3. If an acceptance consists of an act referred to in paragraph 2 of Article 6, the act shall have effect only if it is done within the period laid down in paragraph 1 of the present Article.

Article 9

1. If the acceptance is late, the offeror may nevertheless consider it to have arrived in due time on condition that he promptly so informs the acceptor orally or by despatch of a notice.

2. Cependant, si l'acceptation est parvenue tardivement, elle doit être considérée comme parvenue à temps, s'il résulte de la lettre ou du document qui la contient, qu'elle a été expédiée dans des conditions telles que si la transmission en avait été régulière, elle serait parvenue à temps; il en est autrement, si, verbalement ou par expédition d'un avis, l'auteur de l'offre informe dans un bref délai l'acceptant qu'il estime caduque son offre.

Article 10

L'acceptation est irrévocable, sauf si la révocation parvient à l'auteur de l'offre avant ou en même temps que l'acceptation.

Article 11

La formation du contrat n'est pas affectée par la mort ou l'incapacité de l'une des parties survenues avant l'acceptation, sauf si le contraire résulte de l'intention des parties, des usages ou de la nature de l'affaire.

Article 12

1. Par le terme „parvenir" la présente loi entend: être délivré à l'adresse du destinataire de la communication.

2. Les communications prévues par la présente loi doivent être faites par les moyens usuels dans les circonstances.

Article 13

1. On entend par usages les manières de faire que des personnes raisonnables de même qualité placées dans leur situation considèrent normalement comme applicables à la formation de leur contrat.

2. En cas d'emploi de termes, clauses ou formulaires usités dans le commerce, leur interprétation se fait selon le sens que les milieux commerciaux intéressés ont l'habitude de leur attacher.

ANNEXE II

Article 1

La présente loi est applicable à la formation des contrats de vente qui, s'ils étaient conclus, seraient régis par la loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels.

Article 4

1. La communication qu'une personne adresse à une ou plusieurs personnes déterminées, en vue de la conclusion d'un contrat de vente, ne constitue une offre que si elle est suffisamment précise pour permettre la conclusion du contrat par son acceptation, et qu'elle indique la volonté de son auteur de s'engager.

2. Cette communication s'interprète et se complète par les négociations préliminaires, les habitudes qui se sont établies entre les parties, les usages et les dispositions de la loi uniforme sur la vente internationale des objects mobiliers corporels.

2. If however the acceptance is communicated late, it shall be considered to have been communicated in due time, if the letter or document which contains the acceptance shows that it has been sent in such circumstances that if its transmission had been normal it would have been communicated in due time; this provision shall not however apply if the offeror has promptly informed the acceptor orally or by despatch of a notice that he considers his offer as having lapsed.

Article 10

An acceptance cannot be revoked except by a revocation which is communicated to the offeror before or at the same time as the acceptance.

Article 11

The formation of the contract is not affected by the death of one of the parties or by his becoming incapable of contracting before acceptance unless the contrary results from the intention of the parties, usage or the nature of the transaction.

Article 12

1. For the purposes of the present Law, the expression " to be communicated " means to be delivered at the address of the person to whom the communication is directed.

2. Communications provided for by the present Law shall be made by the means usual in the circumstances.

Article 13

1. Usage means any practice or method of dealing, which reasonable persons, placed in the same situation as the parties, usually consider to be applicable to their contract.

2. Where expressions, provisions of forms of contract commonly used in commercial practice are employed, they shall be interpreted according to the meaning usually given to them in the trade concerned.

ANNEX II

Article 1

The present Law shall apply to the formation of contracts of sale of goods which, if they were concluded, would be governed by the Uniform Law on the International Sale of Goods.

Article 4

1. The communication which one person addresses to one or more specific persons with the object of concluding a contract of sale shall not constitue an offer unless it is sufficiently definite to permit the conclusion of the contract by acceptance and indicates the intention of the offeror to be bound.

2. This communication may be interpreted by reference to and supplemented by the preliminary negotiations, any practices which the parties have established between themselves, usage and the provisions of the Uniform Law on the International Sale of Goods.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B.: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, e cioè i testi francese e inglese qui sopra riportati.

Convenzione relativa alla legge uniforme sulla formazione dei contratti di vendita internazionale di cose mobili materiali.

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

Desiderosi di instaurare una legge uniforme sulla formazione dei contratti di vendita internazionale di cose mobili materiali,

Hanno deciso di concludere a tal fine una Convenzione e si sono accordati sulle seguenti disposizioni:

Articolo I

1. Ciascuno degli Stati contraenti s'impegna a introdurre nella propria legislazione, conformemente al proprio ordinamento costituzionale, non oltre la data della entrata in vigore nei suoi riguardi della presente Convenzione, la Legge uniforme sulla formazione dei contratti di vendita internazionale di cose mobili materiali (qui appresso denominata « legge uniforme ») allegata alla presente Convenzione.

2. Ciascuno degli Stati contraenti potrà introdurre la legge uniforme nella propria legislazione sia nel testo autentico sia tradotta nella propria, o nelle proprie lingue ufficiali.

3. Ciascuno Stato contraente che è anche Stato contraente della Convenzione relativa alla legge uniforme sulla vendita internazionale di cose mobili materiali, è tenuto ad introdurre nella propria legislazione gli articoli enunciati nell'allegato II della presente Convenzione in luogo degli articoli 1 e 4 figuranti nell'allegato I della medesima.

4. Ciascuno degli Stati contraenti è tenuto a comunicare al Governo dei Paesi Bassi i testi che, in applicazione della presente Convenzione, saranno stati introdotti nella propria legislazione.

Articolo II

1. Due o più Stati contraenti possono dichiarare di essere d'accordo nel non considerarsi come Stati diversi, per quanto concerne la condizione relativa al centro degli affari o alla residenza abituale di cui allo art. 1, 1° e 2° comma della legge uniforme, in quanto essi applicano alla formazione dei contratti di vendita che, in difetto di una tale dichiarazione, sarebbe stata disciplinata dalla legge uniforme, delle norme giuridiche identiche o simili.

2. Ciascuno degli Stati contraenti può dichiarare di non considerare come Stato diverso rispetto a se stesso, per quanto concerne la condizione relativa al centro degli affari o alla residenza abituale di cui al precedente comma, uno o più Stati non contraenti, in quanto questi ultimi Stati applicano alla formazione dei contratti di vendita che, in difetto di una tale dichiarazione, sarebbe stata disciplinata dalla legge uniforme, delle norme giuridiche identiche o simili alle proprie.

3. In caso di ratifica o di adesione successiva di uno Stato, nei cui confronti è stata resa una dichiarazione in base al precedente comma, detta dichiarazione conserva la sua validità a meno che lo Stato ratificante o aderente dichiari di non accettarla.

4. Le dichiarazioni previste ai commi 1, 2 e 3 del presente articolo possono essere rese dagli Stati interessati all'atto del deposito del loro strumento di ratifica o di adesione o in qualsiasi momento successivo e debbono essere indirizzate al Governo dei Paesi Bassi. Esse avranno effetto dopo tre mesi dalla data in cui il Governo dei Paesi Bassi le avrà ricevute o, qualora allo spirare di detto termine la presente Convenzione non sia ancora entrata in vigore nei riguardi dello Stato interessato, dalla data dell'entrata in vigore di questa ultima.

Articolo III

In deroga all'art. 1 della legge uniforme, ciascuno degli Stati contraenti può dichiarare, mediante atto da notificarsi al Governo dei Baesi Bassi all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione, che esso non applicherà la legge uniforme che nel caso in cui le parti del contratto di vendita abbiano il centro dei loro affari, o, in difetto di questo, la loro residenza abituale nel territorio di diversi Stati contraenti, e inserire, in conseguenza, la parola « contraenti » dopo la parola « Stati » là dove quest'ultima figura per la prima volta al 1° comma dell'art. 1 della legge uniforme.

Articolo IV

1. Ciascuno Stato che abbia ratificato una o più Convenzioni sui conflitti di leggi in materia di formazione dei contratti di vendita internazionale di cose mobili materiali, o che vi abbia aderito, può dichiarare, con atto notificato al Governo dei Paesi Bassi all'atto del deposito dell'istrumento di ratifica o di adesione, che esso non applicherà la legge uniforme, nei casi previsti da una di dette Convenzioni, se non quando detta legge è applicabile per effetto di detta Convenzione.

2. Gli Stati che renderanno la predetta dichiarazione indicheranno al Governo dei Paesi Bassi le Convenzioni alle quali essa si riferisce.

Articolo V

Ciascuno Stato che abbia reso una dichiarazione conformemente all'art. 11, 1° e 2° comma, o agli articoli III, IV e V della presente Convenzione, può, in qualsiasi momento, revocarla con atto notificato al Governo dei Paesi Bassi. Questa revoca sortirà effetto dopo tre mesi dalla data in cui il Governo dei Paesi Bassi avrà ricevuto la notificazione; in caso di dichiarazione resa in conformità all'art. II, 1° comma, detta revoca, dal momento in cui acquisterà efficacia, renderà caduca ogni dichiarazione reciproca resa da un altro Stato.

Articolo VI

1. La presente Convenzione sarà aperta alla firma degli Stati rappresentati alla Conferenza dell'Aja del 1964 sull'unificazione dei diritti in materia di vendita internazionale, sino al 31 dicembre 1965.

2. La presente Convenzione sarà ratificata.

3. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo dei Paesi Bassi.

Articolo VII

1. La presente Convenzione sarà aperta all'adesione di tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o delle istituzioni specializzate delle Nazioni Unite.

2. Gli istrumenti di adesione saranno depositati presso il Governo dei Paesi Bassi.

Articolo VIII

1. La presente Convenzione entrerà in vigore dopo sei mesi dalla data in cui sarà stato depositato il quinto strumento di ratifica o di adesione.

2. Nei confronti degli Stati che la ratificheranno o vi aderiranno dopo il deposito del quinto strumento di ratifica o di adesione, la presente Convenzione entrerà in vigore dopo sei mesi dal deposito del loro strumento di ratifica o di adesione.

Articolo IX

Ciascuno Stato applicherà le disposizioni che saranno state introdotte nella sua legislazione in virtù della presente Convenzione alle proposte, risposte e accettazioni alle quali si applica la legge uniforme e che siano state fatte dopo l'entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti.

Articolo X

1. Ciascuno Stato contraente potrà denunciare la presente Convenzione mediante atto notificato a tale effetto al Governo dei Paesi Bassi.

2. La denuncia avrà effetto dopo dodici mesi dalla data in cui il Governo dei Paesi Bassi ne avrà ricevuto la notificazione.

Articolo XI

1. Ciascuno Stato potrà, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione, e in qualsiasi momento successivo, dichiarare, con atto notificato al Governo dei Paesi Bassi, che la presente Convenzione si applicherà a tutti i territori dei quali esso cura le relazioni internazionali o a parte di essi. Tale dichiarazione avrà effetto dopo sei mesi dalla data alla quale il Governo dei Paesi Bassi ne avrà ricevuto la notificazione o, se allo spirare di tale termine la Convenzione non sarà ancora entrata in vigore, dalla data dell'entrata in vigore della medesima.

2. Ciascuno Stato contraente che abbia reso una dichiarazione in conformità al comma precedente, potrà, a' sensi dell'art. X, denunciare la Convenzione per quanto riguarda tutti i territori interessati o parte di essi.

Articolo XII

1. Dopo tre anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione ciascuno Stato contraente potrà, con atto notificato al Governo dei Paesi Bassi, richiedere la convocazione di una Conferenza allo scopo di rivedere la Convenzione o il suo allegato. Il Governo dei Paesi Bassi notificherà tale richiesta a tutti gli Stati contraenti e convocherà una Conferenza di revisione, qualora, nel termine di sei mesi decorrente dalla data di detta notificazione, almeno un quarto degli Stati contraenti gli abbiano notificato il loro assenso.

2. Gli Stati invitati a tale Conferenza, all'infuori degli Stati contraenti, avranno veste d'osservatori a meno che gli Stati contraenti non decidano altrimenti in seno alla Conferenza, a maggioranza di voti. Gli osservatori disporranno di tutti i diritti inerenti alla partecipazione alla Conferenza, salvo il diritto di voto.

3. Il Governo dei Paesi Bassi inviterà ciascuno Stato partecipante a detta Conferenza a presentare le proposte che esso desideri veder esaminate da quest'ultima. Il Governo dei Paesi Bassi comunicherà a ciascuno Stato invitato l'ordine del giorno provvisorio della Conferenza, nonchè il testo di tutte le proposte presentate.

4. Il Governo dei Paesi Bassi comunicherà all'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato le proposte di revisione che gli siano state indirizzate a' sensi del 3° comma del presente articolo.

Articolo XIII

Il Governo dei Paesi Bassi notificherà agli Stati firmatari e aderenti ed all'Istituto internazionale per la unificazione del diritto privato:

a) le comunicazioni ricevute a' sensi del 4° comma dell'art. I;

b) le dichiarazioni e le notificazioni fatte a' sensi degli articoli II, III, IV e V;

c) le ratifiche e adesioni a' sensi degli articoli VI e VII;

d) le date d'entrata in vigore della presente Convenzione a' sensi dell'art. VIII;

e) le denunzie ricevute a' sensi dell'art. X;

f) le notificazioni ricevute a' sensi dell'art. XI.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTA all'Aja, il primo luglio 1964, nella lingua francese e inglese, i due testi facenti ugualmente fede.

L'originale della presente Convenzione sarà depositato presso il Governo dei Paesi Bassi che ne trasmetterà copie certificate conformi a ciascuno degli Stati firmatari e aderenti e all'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato.

ALLEGATO I

Legge uniforme sulla formazione dei contratti di vendita internazionale di cose mobili materiali

Articolo 1

1. Le disposizioni della presente legge si applicano alla formazione dei contratti di vendita di cose mobili materiali quando le parti abbiano il centro dei propri affari sul territorio di Stati diversi, e a condizione che ricorra uno dei casi seguenti:

a) quando risulta dalla proposta o dalla risposta che la cosa venduta formerà o ha già formato oggetto di un trasporto dal territorio di uno Stato a quello di altro Stato;

b) quando gli atti costituenti la proposta e l'accettazione sono stati compiuti sul territorio di Stati diversi;

c) quando la consegna della cosa deve effettuarsi sul territorio di uno Stato diverso da quello in cui sono stati compiuti gli atti costituenti proposta e accettazione.

2. Quando una delle parti non ha un centro dei propri affari, sarà tenuta in considerazione la sua residenza abituale.

3. La nazionalità delle parti è irrilevante ai fini della applicazione della presente legge.

4. La proposta e l'accettazione si considerano compiute sul territorio dello stesso Stato quando le lettere, i telegrammi od altri documenti con cui esse sono state comunicate sono stati spediti e ricevuti sul territorio di detto Stato.

5. Non si considerano come « Stati diversi » per quanto concerne il centro degli affari o la residenza abituale delle parti, quegli Stati che abbiano reso a tale effetto una dichiarazione valida a' termini dell'articolo II della Convenzione 1° luglio 1964 relativa alla legge uniforme sulla formazione dei contratti di vendita internazionale di cose mobili materiali, e semprechè tale dichiarazione sia tuttora valida.

6. La presente legge non si applica alla formazione dei contratti di vendita di:

a) valori mobiliari, titoli di credito e monete;
b) navi destinate alla navigazione marittima e interna e aeromobili registrati o da registrare;
c) energia elettrica;
d) giudiziarie od a seguito di esecuzione forzata.

7. Sono assimilati alle vendite, ai sensi della presente legge, i contratti aventi per oggetto la fornitura di cose mobili materiali da fabbricare o da produrre, a meno che il committente non siasi obbligato a fornire una parte essenziale delle materie necessarie alla fabbricazione o produzione.

8. La presente legge si applica indipendentemente dal carattere commerciale o civile delle parti e dei contratti che vengono conclusi.

9. Ai fini dell'applicazione della presente legge, e salvo i casi in cui questa disponga altrimenti, restano escluse le norme di diritto internazionale privato.

Articolo 2

1. Le disposizioni degli articoli seguenti si applicano in quanto dalle trattative preliminari, dalla proposta, dalla risposta, o dalle pratiche esistenti tra le parti o dagli usi non risultino applicabili altre disposizioni.

2. E' tuttavia nulla qualsiasi clausola contenuta nella proposta che attribuisce al silenzio il valore di accettazione.

Articolo 3

Nessuna forma è prescritta per la proposta e per l'accettazione. Esse possono essere provate anche per testimoni.

Articolo 4

1. La comunicazione che una persona indirizza ad una o più persone determinate ai fini della conclusione di un contratto di vendita costituisce proposta quando contiene elementi idonei a consentire che il contratto si perfezioni con l'accettazione, e rivela la volontà del proponente di obbligarsi.

2. Detta comunicazione va interpretata ed integrata con le trattative preliminari, le pratiche esistenti fra le parti, gli usi e qualsiasi altra norma in materia di contratto di vendita.

Articolo 5

1. La proposta non vincola il proponente sino a che non è pervenuta al destinatario; essa non ha effetto se la revoca perviene anteriormente o contemporaneamente alla proposta stessa.

2. La proposta è revocabile, dopo pervenuta al destinatario, a meno che la revoca sia fatta in mala fede e contro la lealtà che deve presiedere ai rapporti tra commercianti o che la proposta contenga un termine per l'accettazione o che colui che l'ha fatta siasi obbligato a mantenerla ferma o irrevocabile.

3. La dichiarazione che la proposta è ferma e irrevocabile può essere espressa o risultare dalle circostanze, dalle trattative preliminari, dalle pratiche esistenti tra le parti o dagli usi.

4. La revoca della proposta ha effetto solo se perviene al destinatario prima che questi abbia spedito la sua accettazione o compiuto un atto che è assimilato alla accettazione, a' sensi del 2° comma dell'art. 6.

Articolo 6

1. L'accettazione consiste in una dichiarazione che giunga con qualsiasi mezzo a colui che ha fatto la proposta.

2. Essa può consistere altresì nella spedizione della cosa o del prezzo o in qualunque altro atto che, secondo i termini della proposta, le pratiche esistenti tra le parti o gli usi, possa considerarsi equivalente alla dichiarazione prevista al comma precedente.

Articolo 7

1. Qualsiasi accettazione accompagnata da aggiunte, limitazioni o altre modifiche, è da considerarsi come rifiuto della proposta e costituisce una controproposta.

2. Tuttavia, la risposta ad una proposta che pur avendo i caratteri di un'accettazione, contenga degli elementi complementari o diversi senza alterare sostanzialmente i termini della proposta, è considerata come accettazione, a meno che colui che ha fatto la proposta ne rilevi le differenze entro un breve termine. Ove a ciò non provveda, le condizioni del contratto saranno quelle della proposta con le modifiche contenute nell'accettazione.

Articolo 8

1. La dichiarazione di accettazione produce i suoi effetti a condizione che giunga al proponente nel termine da questi prefisso o, in difetto di tale prefissione, in un congruo termine, avuto riguardo alle circostanze del caso, alla rapidità dei mezzi di comunicazione utilizzati dal proponente e agli usi. Nel caso di proposta verbale, l'accettazione deve essere immediata, semprechè non risulti dalle circostanze che al destinatario sia stato concesso un termine per riflettere.

2. Se il termine per l'accettazione è fissato dal proponente in una lettera o in un telegramma, si presume che tale termine decorra dalla data della lettera o del giorno ed ora in cui il telegramma è stato consegnato per la spedizione.

3. Se l'accettazione consiste in uno degli atti di cui all'art. 6, 2° comma, essa non ha effetto che quando si effettui nei termini previsti al 1° comma del presente articolo.

Articolo 9

1. Se l'accettazione è tardiva, il proponente può considerarla tempestiva, purchè ne informi l'accettante, verbalmente o con la spedizione di un avviso, entro un breve termine.

2. L'accettazione pervenuta tardivamente, deve tuttavia essere considerata tempestiva ove risulti dalla let-

tera o dal documento che la contiene, che è stata spedita in condizioni tali che, se fosse stata regolarmente trasmessa, sarebbe giunta tempestivamente; a meno che il proponente non informi l'accettante, verbalmente o con la spedizione di un avviso, entro un breve termine, che esso considera decaduta la propria offerta.

Articolo 10

L'accettazione è irrevocabile a meno che la revoca pervenga al proponente prima dell'accettazione o contemporaneamente a questa.

Articolo 11

La morte o l'incapacità di una delle parti sopravvenuta prima dell'accettazione non ha effetto sulla formazione del contratto, semprechè il contrario non risulti dall'intenzione delle parti, dagli usi o dalla natura dell'affare.

Articolo 12

1. Il termine « pervenire », a' sensi della presente legge significa essere recapitato all'indirizzo del destinatario della comunicazione.

2. Le comunicazioni previste dalla presente legge debbono essere fatte con i mezzi usuali, secondo le circostanze.

Articolo 13

1. Per usi s'intendono i modi di procedere che delle persone di normale diligenza della stessa condizione delle parti e poste nella medesima situazione considerano normalmente applicabili alla formazione del contratto.

2. Qualora vengano impiegati termini, clausole o formulari d'uso nel commercio, questi verranno interpretati nel senso che gli ambienti commerciali interessati sogliono attribuire ad essi.

ALLEGATO II

Articolo 1

La presente legge si applica alla formazione dei contratti di vendita che, ove venissero conchiusi, sarebbero retti dalla legge uniforme sulla vendita internazionale di cose mobili materiali.

Articolo 4

1. La comunicazione che una persona indirizza ad una o più persone determinate, ai fini della conclusione di un contratto di vendita, costituisce proposta quando contiene elementi idonei a consentire che il contratto si perfezioni con l'accettazione, e rivela la volontà del proponente di obbligarsi.

2. Detta comunicazione va interpretata ed integrata con le trattative preliminari, le pratiche che esistono tra le parti, gli usi e le norme della legge uniforme sulla vendita internazionale di cose mobili materiali.

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

(1651738) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.

PREZZO L. 300